



Dixième Année

**N° 105**

A O U T 1935

# PROMÉTHÉE

Organe de défense nationale des Peuples du

**CAUCASE** { GÉORGIE  
AZERBAIDJAN  
CAUCASE DU NORD

de l'Ukraine et du Turkestan

Directeur: Georges Gvazawa

## SOMMAIRE

---

|                                         |                     |
|-----------------------------------------|---------------------|
| Le congrès du Komintern .....           | <i>Mir Yacoub.</i>  |
| La Mongolie extérieure .....            | <i>A. Bastide.</i>  |
| Persécution religieuse en U.R.S.S. .... | **                  |
| Document historique intéressant .....   | **                  |
| Lettres de Géorgie .....                | <i>Z.</i>           |
| Mourski .....                           | <i>Djafer Seid.</i> |
| Revue de la presse .....                | **                  |

CHRONIQUE : Ukraine.

---

---

Direction et Administration :

**1, Square Léon-Guillot - PARIS (15<sup>e</sup>)**

---

---



# PROMÉTHÉE

Organe de Défense Nationale  
des Peuples du Caucase, de l'Ukraine  
et du Turkestan

---

## Le congrès du Komintern

Au cours de ces dix dernières années, l'Europe n'a jamais été si absorbée par ses soucis intérieurs, d'ordre social et économique, par les divergences politiques extérieures qu'en ce moment. La lutte des partis pour la prise du pouvoir, à l'intérieur, aussi bien que les conflits d'intérêts entre puissances à l'extérieur absorbent de nos jours toute l'énergie des hommes d'Etat d'Europe de telle sorte que le danger de demain s'efface devant eux. Et cependant ce danger peut déclencher un cataclysme et menacer toute la civilisation européenne. La crise économique et financière que traverse l'Europe et l'expansion italienne qui s'annonce en Afrique sont les maux dont souffre l'actualité européenne. Mais l'Europe oublie qu'il est encore un autre danger qui étend ses tentacules vers elle, c'est la menace que présentent les bolcheviks qui eux ne perdent pas de vue, une seule minute les buts qu'ils poursuivent : la révolution mondiale d'abord et la suppression du régime capitaliste ensuite.

Les dirigeants du parti communiste ne cessent de penser à la réalisation de ce but et s'il a fallu parfois en re-

tarder l'action, s'il a fallu dévier de la ligne qu'ils s'étaient tracée, c'est par suite de circonstances politiques, pour raisons d'opportunité. Nous en avons un exemple dans le congrès du Komintern qui siège actuellement à Moscou. Ce congrès poursuit ses travaux dans une ambiance, dirions-nous mystérieuse, en présence de 400 délégués de divers pays dont la plupart cachent leur nom. Le congrès a choisi pour présider ses travaux le communiste bulgare Dimitrov qui, on s'en souvient, fut accusé d'avoir incendié le Reichstag allemand, mais qui fut relâché faute de preuves.

De quoi peuvent bien s'entretenir au congrès les chefs belliqueux du communisme ? Seules les informations autorisées par la censure soviétique arrivent jusqu'à nous. Si l'on s'en rapporte aux déclarations faites par le correspondant du *Daily Telegraph*, il appert que le mot d'ordre principal du congrès du Komintern est « Front unique contre le fascisme. » Le Komintern est même tout disposé de lutter en étroit contact avec « tous les partisans sincères de la démocratie bourgeoise » considé-



rant que c'est là « une partie de la lutte pour la véritable démocratie prolétarienne. » Les communistes sont prêts à soutenir les gouvernements bourgeois de n'importe quel petit Etat ayant à craindre une attaque de l'Allemagne et ils sont prêts en même temps à appuyer les éléments révolutionnaires de tous les pays, voire même s'ils ne sont pas membres du parti communiste. Sur ce point, le délégué italien Ercoli a présenté un rapport intitulé : Préparation à la guerre impérialiste et le devoir du Komintern. »

Si ce congrès avait eu lieu deux ans auparavant, nous aurions pu peut-être lui accorder moins d'importance, mais en présence des conjonctures internationales actuelles et de l'ambiance solennelle dans laquelle cette question est soulevée, il semble impossible de l'ignorer, de même qu'il est impossible de ne pas suivre les travaux du congrès. Non, ce VII<sup>e</sup> congrès avec son drapeau international, son appel à la lutte révolutionnaire est appelé à jouer un rôle considérable et vouloir l'ignorer serait commettre une erreur criminelle.

Le programme officiel du congrès a été élaboré exclusivement pour les « étrangers », pour détourner l'attention. C'est là une ancienne méthode bolcheviste ; mais quel est le but des initiateurs de ce congrès ? Quelles sont les intentions secrètes des chefs soviétiques ? Nous disons bien, des chefs soviétiques, attendu que, nul ne l'ignore, les membres du Komintern sont au service des Soviets et qu'ils font office de marionnettes dans les mains de Staline. Est-ce que sous l'influence des difficultés de caractère politico-économique et de la situation internationale défavorable qui en découle les dérigeants ont changé leur

ligne de conduite ? Ont-ils changé leurs conceptions ? Les « Jeunes Russes » prétendent que le régime soviétique évolue vers le nationalisme russe. Cette affirmation ne répond pas à la réalité ; elle ne concorde pas avec la nature des chefs du régime soviétique. Il est fort possible que c'est là le rêve des « Jeunes Russes », mais ce n'est qu'un rêve et rien d'autre. Et quant au recul du gouvernement soviétique de son but essentiel, la *révolution mondiale*, ce n'est autre chose qu'une manœuvre politique en vue d'induire l'Europe en erreur et de gagner du temps pour le redressement ultérieur de sa ligne de conduite. Combien édifiant est le fait de voir M. Staline diriger les travaux du congrès dont le but est de renforcer la propagande pour la révolution mondiale dans le temps même où son collègue, M. Litvinov préside la session de la S.D.N. pour « l'établissement de la paix et de la concorde entre peuples ! »

Actuellement, le parti communiste en Union soviétique se trouve bien près de sa décomposition ; il ne représente par lui-même qu'une façade derrière laquelle se cache son irrévocable réorganisation. Quelles que soient les causes qui guident en ce cas les dictateurs du Kremlin, la réorganisation du parti est un fait avec lequel il faut compter.

M. Staline a compris ce que comportait « de vain et d'oiseux » le régime marxiste et il a décidé « d'aller à un compromis avec les puissances, » autrement dit « il a décidé en fait de renoncer à la chimère internationale » et tout en observant un déguisement de façade à l'extérieur « de reprendre contact avec la tradition séculaire russe ».

C'est pourquoi les militants du communisme sont dans un état d'affolle-



ment complet. Seul, M. Staline a conservé son calme. Il est entré résolument maintenant dans la voie de la révolution « nationalisée ». De là, le nouvel aspect de la politique étrangère du pays ; mais tout cela, ainsi qu'il l'a été dit précédemment, ne se fait que pour gagner du temps. Ce serait une grave erreur de se faire des illusions au sujet de l'évolution des communistes aussi bien que de croire à ce que le pouvoir soviétique renonce à l'idée de la révolution mondiale. Loin de là ! Le congrès a nettement exprimé son point de vue : « Que ceux qui se bercent de la ridicule chimère d'une prétendue évolution de la III<sup>e</sup> Internationale abandonnent toute espérance. »

D'une manière générale, le fait seul de la convocation solennelle du Komintern montre que M. Staline n'a nullement renoncé à la révolution mondiale et que pour lutter contre les Etats capitalistes *il propose au Komintern de nouvelles méthodes de lutte que lui dicte la situation internationale de l'Union soviétique. La lutte n'est pas abandonnée, seules les méthodes de lutte changent.* D'un côté, les membres de la III<sup>e</sup> Internationale doivent renforcer le travail de sabotage clandestin contre le régime bourgeois et, d'autre part, la diplomatie soviétique doit travailler pour accentuer l'antagonisme entre peuples.

Dans un pareil état de choses il est clair que les hommes d'Etat qui croient à la loyauté de la diplomatie soviétique et qui lui prêtent leur appui moral et matériel sont profondément induits en erreur. La foi en les soviets et la collaboration avec eux ne peuvent que servir au renforcement du communisme dans leurs pays respectifs et au début de troubles

dont on ne saurait prévoir les conséquences.

Sous ce rapport la session du VII<sup>e</sup> congrès du Komintern à une époque si troublée en Europe est un fait capital. Son but est de renforcer les éléments anti-nationaux et anti-étatistes en Europe et de mettre à profit cette situation pour activer la révolution mondiale et pour détruire ainsi les bases de la civilisation contemporaine.

Dr MIR YACOB.

P. S. — Notre article sur le Komintern venait à peine d'être terminé que le *Daily Telegraph* communiquait de Moscou, les informations suivantes :

On annonce que le Komintern a voté une résolution ordonnant une tactique nouvelle à l'usage des agitateurs bolcheviks à l'étranger. Toutes les sections du Komintern ont reçu l'ordre de conclure une alliance intime avec la II<sup>e</sup> Internationale, à laquelle le « Labour Party » est affilié, afin de constituer un front unique contre « la guerre, le fascisme, et le capital. »

Constatant que l'influence révolutionnaire du Komintern gagne du terrain, le congrès a prescrit un changement radical dans les méthodes de propagande à l'étranger, afin de mettre la main sur les classes ouvrières jusqu'à présent dominées par les influences social-démocrates. Les partis communistes doivent obtenir plus de liberté dans leurs méthodes d'agitation locale. Les représentants des sections communistes étrangères doivent jouer un rôle plus important dans l'œuvre de l'exécutif permanent du



Komintern à Moscou. Les communistes reçoivent enfin l'ordre d'organiser avec soin des associations de jeunes rouges, des sociétés d'athlétisme, d'éducation, de propagande artistique

et de pénétrer dans toutes les organisations de ce genre, même dans celles qui sont de caractère religieux.

M. Y.

## La Mongolie extérieure

La Mongolie actuelle dans son ensemble se divise en Mongolie intérieure et en Mongolie extérieure. La Mongolie intérieure est formée de trois provinces : Tchahar, Suiyuan, Ninghsia, lesquelles font partie en tant qu'unités administratives de la République chinoise. Ces trois provinces ne sauraient pour le moment nous intéresser, nous parlerons plutôt de l'autre Mongolie, de la Mongolie extérieure ou du Nord qui depuis sa conquête par la Chine est restée une unité autonome, administrée par un gouverneur.

Depuis longtemps déjà cette partie de l'empire chinois a fait l'objet des convoitises de l'impérialisme russe dont les tentacules ont peu à peu couvert tout le pays. Toute une série de missions et de « voyageurs » ont exploré en tous sens la Mongolie extérieure, apportant chaque fois à l'Etat-Major russe les renseignements indispensables en vue de l'élargissement ultérieur des frontières au compte de la Chine affaiblie dans sa lutte contre un régime, contraire à son esprit, importé de l'étranger.

La guerre mondiale arrêta pour quelque temps ce mouvement, mais dès 1916, la Russie reprit ses manœuvres en Mongolie et recommença

son jeu avec, surtout, l'aristocratie mongole et avec le clergé.

Le bolchevisme, successeur du gouvernement impérial pénètre plus avant encore dans ce pays, brûlé par le soleil en été (+ 60 °) et désolé par des froids de 30 degrés au-dessous de zéro en hiver. La steppe qui s'étend à l'infini est rarement coupée d'oasis d'où émergent quelques villes telles que Ourga, Katty, Zaïn, Chaba, Ouliassoutaï, Kobdo. Tout le reste du pays est parcouru par des nomades, descendants des anciens guerriers de Djengis-Khan.

Cet immense pays, quatre fois plus grand que la France est devenu une pomme de discorde entre puissants Etats.

Au cours de sa longue histoire, la Chine fut tour à tour vassale ou suzeraine de la Mongolie. Après la révolution, certains éléments russes essayèrent même de poursuivre dans ce pays des mirages sans lendemain. La Russie soviétique décida d'employer une toute autre tactique et de soutenir de tout son poids l'indépendance mongole. Jusqu'à présent, l'Union soviétique se refuse à accepter juridiquement dans son sein la Mongolie, préférant venir « au secours du peuple opprimé » tout en restant dans l'ombre par égard pour



l'amour-propre des Chinois pour lesquels les bolcheviks éprouvent une vive « sympathie ».

En réalité, ce n'est là qu'une mesure de prudence, dictée par les principes. Le grand Kourouldan ou assemblée mongole, constitué par les représentants du pays, se déclara indépendant de la Chine et allié des Soviets en 1924. Son premier soin fut d'organiser l'Etat sur le modèle des républiques soviétiques. Les bolcheviks ne manquèrent pas cette occasion pour envoyer aussitôt dans ce pays des instructeurs qui se mirent à appliquer leurs principes et méthodes sur ce nouveau ferment.

La terre fut aussitôt confisquée à la noblesse mongole, une association de jeunesses communistes fut créée et une vive campagne anti-religieuse fut déclanchée dans un pays où le clergé, en la personne des lamas bouddhistes avait de tout temps été puissant et sur lequel reposait la structure même de l'Etat. La propriété individuelle était ainsi confisquée, des collectives agricoles furent créées ; la ville d'Ourga, la capitale, devint Oulan Bator Khoto (la ville du Preux Rouge) et les bolcheviks s'y installèrent afin de mieux travailler contre la Chine et contre le Japon en particulier.

Les instructeurs militaires soviétiques se mirent à organiser toute une armée avec un commandement entièrement russe ; de plus, toutes les parties techniques sont desservies par des officiers russes devenus provisoirement Mongols. Tout le long de la frontière, dans la vallée du Kéroulène et de l'Hulmbouir se trouvent massés des chars d'assaut et des avions, si bien que si un incident quelconque déclanche une offensive, c'est sur le territoire mongol, c'est pour la possession de la Mongolie et non du bassin de l'Amour que la lutte s'engagera.

Nous ne parlerons pas des immenses préparatifs, des plans d'organisation et d'installation de l'industrie lourde qui s'opèrent dans la région de Baikal dont le développement, bien entendu, est dirigé contre le Japon, ce qui nous intéresse tout particulièrement, c'est ce que les bolcheviks peuvent bien faire à Ourga, qu'ils ont transformée en centre et base de leur politique extrême-orientale.

Tant que le chemin de fer de l'Est-chinois a été dans leurs mains, cette base était le meilleur canal de diffusion de leurs idées et de leur travail, mais du jour où cette question a été résolue à leur préjudice, il a fallu recourir à d'autres moyens. Il convient de signaler à ce sujet que bon nombre d'employés soviétiques dudit chemin de fer sont restés à leur poste et ont refusé de rentrer en Russie. C'est ainsi que l'on compte près de 3.000 de ces transfuges que les Japonais ont pris à leur service avec un minimum de connaissances de langue japonaise.

Actuellement, les bolcheviks font l'impossible pour reconstituer leur réseau de cellules, détruit par la vente du chemin de fer de l'Est-chinois. Ce réseau leur est nécessaire pour réaliser leur rêve de conquête de l'Asie, mais cette fois, évitant le Mandchoukouo, ils dirigent leur propagande vers la Chine du Nord, loin de la surveillance japonaise qui, comme on sait, ne se gêne pas avec les agents du Komintern.

Mais cela ne veut pas dire que les bolcheviks ont négligé le Mandchoukouo. Tout récemment, à Kharbine, toute une correspondance a été saisie chez leurs agents restés dans le pays. De cette correspondance il appert que les bolcheviks recommandaient à leurs agents de prendre contact avec les communistes chinois afin de saboter tout travail au Mandchoukouo. Une at-



tention toute spéciale a été portée sur l'élément coréen, irréconciliable avec les occupants japonais, et dont la collaboration dans l'œuvre de sabotage paraît toute indiquée.

Comme toujours, les bolcheviks se montrent connaisseurs en la matière et, sachant combien les belles phrases produisent de l'effet sur les Chinois, ils ont baptisé leur comité du nom de « Gouvernement secret de Mandchourie ». Cette appellation en impose davantage !

Les bolcheviks n'ont point oublié non plus le côté militaire de cette affaire, aussi ont-ils donné des « détachements de partisans » à ce « gouvernement », détachements qui ne sont autre que des bandes de hounhouzes, obligées depuis longtemps de se cacher devant les forces puissantes du Mandchoukouo et qui n'ont pas plus d'importance, actuellement, qu'elles n'en ont eue avant la fondation de cet Empire.

Ce travail, évidemment, n'a pas échappé à l'œil vigilant des autorités japonaises et mandchoukouotes ; des mesures ont été prises et des perquisitions ont été opérées chez des habitants de Houlan, soupçonnés d'intelligence avec les bolcheviks. Ces perquisitions ont amené la découverte d'une quantité d'armes de fabrication soviétique, de drapeaux rouges, de correspondance chiffrée, etc. C'est ainsi qu'on a pu établir, documents en main, le lien qui unit ces « détachements de partisans », autrement dit, ces bandes hounhouzes avec les Soviets.

Comme il l'a été dit, tout ce travail se fait par la Mongolie extérieure et il étend ses ramifications vers la région de Pékin et plus avant vers le sud.

Les nombreuses arrestations d'agents soviétiques, aussi bien locaux que venus de Russie, laissent voir clai-

rement qu'ils recevaient leurs instructions ainsi que les armes du centre d'Ourga. Il n'est pas jusqu'à la lointaine province de Setchouan où les bolcheviks n'aient essayé leurs forces. Cette offensive a eu pour résultat l'arrestation de 200.000 « bourgeois » qui, encerclés, furent massacrés en grande partie par des bandits chinois avec tous les raffinements de cruauté dont ils ont seuls le secret.

Tout cela n'a pas été sans attirer l'attention des autorités japonaises, aussi se propose-t-on d'exercer une action très sérieuse contre les bolcheviks, action ayant pour effet d'exiger la cessation de toute propagande.

D'après les dernières informations reçues, le Japon prépare un ultimatum qui sera adressé à la Mongolie, mais qui touche trop aux bolcheviks pour qu'ils puissent rester indifférents. De ce que l'on connaît, il est possible de dire en quelques mots le contenu de cet ultimatum. Tout d'abord, la Mongolie doit renoncer à sa politique de porte fermée ; elle doit permettre l'entrée sur son territoire aux citoyens de tous les Etats voisins ; en outre, on exigera le changement de la structure intérieure, actuellement exclusivement soviétique et renoncer ainsi à toute influence communiste qui, selon l'opinion japonaise, décompose les peuples asiatiques en général, et la Mongolie en particulier.

Ce genre d'ultimatum aura des suites, certainement considérables. Les Soviets seront obligés de quitter Ourga et de renoncer, de ce fait, à toute idée de conquête de l'Asie, ou bien de rejeter ces conditions et d'entrer en lutte ouverte. Dans le premier cas, c'est la défaite complète de l'idée communiste en Asie orientale et peut-être même dans toute l'Asie ; dans le second cas, ce qui est pis encore, c'est la guerre en Extrême-Orient. Dans cette dernière



alternative, une guerre en Extrême-Orient peut avoir, pour les bolcheviks, des suites particulièrement funestes, aussi y regarderont-ils à deux fois avant de s'engager dans cette voie. Il leur est, en effet, facile de briser une insurrection à l'intérieur en recourant aux gaz empoisonnés et en fusillant la population désarmée, mais il en est tout autrement pour combattre une ar-

mée régulière, l'une des meilleures du monde, toute imprégnée de patriotisme, forte moralement, armée jusqu'aux dents et possédant tous les perfectionnements techniques.

Loin de nous de prophétiser ; nous dirons seulement qu'une nouvelle page d'histoire s'ouvre en Asie orientale, la lutte pour la Mongolie extérieure.

A. BASTIDE.

## Persécution religieuse en U.R.S.S.

Au moment où le congrès de la IIIème internationale (Komintern) poursuit ses travaux à Moscou, il n'est pas sans intérêt de savoir dans quelle situation se trouve l'un des côtés de la vie culturelle que les bolcheviks ont détruite avec tant d'acharnement. Nous voulons parler des persécutions religieuses dans un pays de « liberté, d'égalité et d'entière fraternité ».

Quoi de plus caractéristique d'abord que le fait d'avoir fusillé le pasteur protestant Gering à Kiev, le jour de l'ouverture du Congrès.

Nul n'ignore les manifestations qui furent organisées dans tous les pays du monde contre les persécutions religieuses dans le pays des Soviets. Ces faits retinrent l'attention du monde au point que de tous côtés, toute une série de journaux donnèrent des informations sur cette question toute de réalisme et de cynisme. Les démonstrations du monde civilisé, dressé pour la défense des droits de l'homme à la liberté de conscience, droits foulés aux pieds par les bolcheviks, ne pouvaient

rester sans réponse, après surtout les graves accusations portées contre eux.

Il va de soi, que M. Litvinov ne présenta aucune note de protestation contre les « diffamateurs ». Le commissariat de l'Intérieur de son côté ne donna pas non plus de démenti. Comment du reste, nier ce que leur propre presse avait publié ? La fermeture de presque toutes les églises et temples, à quelque culte qu'ils appartenissent sur tout le territoire de l'U. R. S. S., leur transformation en musées antireligieux, en clubs, en salles de spectacles ou lieux de réunions pour Komsomols (jeunesses communistes), leur destruction même partielle ou entière défrayèrent longtemps la chronique de la presse soviétique.

Les récits de témoins et les innombrables articles écrits à ce sujet, les informations parues sur les arrestations, les déportations et les fusillades de personnalités ecclésiastiques de tous cultes, le renforcement de cette lutte au cours de ces derniers six mois ne sauraient être mis en doute.



L'exposition à Paris de propagande antireligieuse par les bolcheviks, au cours de l'année dernière était à ce point démonstrative que les organisateurs n'avaient point besoin de fournir des explications aux visiteurs. Une telle exposition faite spécialement pour montrer cette lutte par les croyants, par le comité catholique en l'occurrence, donna une idée complète de toute cette propagande antireligieuse contre tous les cultes et religions. Les bolcheviks n'admettent ni chrétien, ni musulman, ni juif, ni bouddhiste. Ils n'admettent que ceux qui croient en Dieu sans distinction de culte. Dans leurs caricatures généralement odieuses, ils se moquent autant de Moïse, que de Jésus-Christ, de Mahomet que de Bouddha. « La religion est un opium pour le peuple » a dit Lénine et cet « opium » évidemment doit être détruit.

Comment, les bolcheviks pourraient-ils nier ce qu'ils font, alors qu'il existe des témoignages écrits de ces faits dans leurs organes officiels de presse, qu'aucun démenti de leur part n'est venu réfuter ? La presse communiste des autres pays, en quelque sorte au service de Moscou, tout en parlant de liberté de conscience en U. R. S. S. mène une campagne acharnée contre la religion dans son propre pays, mais elle se garde bien de parler de persécutions; elle suit les directives de Moscou et s'engage dans la voie que lui a dictée le poste radiophonique de Moscou à la date du 8 juin, date à laquelle Moscou demandait au monde de ne point donner trop d'importance à la terreur religieuse. Cette presse affirme qu'en vertu du décret de séparation de l'Eglise et de l'Etat du 23 janvier 1918, une entière liberté religieuse a été accordée aux citoyens de l'URSS et elle prétend que ce décret est unique dans le monde attendu qu'aucun Etat

ne donne de tels droits à ses ressortissants (!?).

Dans cette déclaration du 8 juin il était dit que la législation soviétique se réclamait dans ladite question des idées de son fondateur, Lénine qui estimait que la religion est une question sociale contre laquelle le recours à la force et aux persécutions reste sans résultat, qu'il faut plutôt lutter avec des armes morales.

Partant de ce principe les bolcheviks recommanderaient aux membres du parti communiste de ne point offenser les sentiments religieux sous quelque forme que ce soit, attendu que la réaction qui en résulterait serait très forte et qu'elle se transformerait en fanatisme. Bien mieux, la station radiophonique de Moscou envoie à travers le monde des messages en toute langue affirmant que personne n'a jamais été inquiété pour ses convictions religieuses sur le territoire soviétique. Et s'il est arrivé de fusiller quelques membres du clergé de cultes différents, cela s'explique par le fait qu'ils se sont livrés à une propagande contre-révolutionnaire. Le décret du 23 janvier 1918, disent les bolcheviks, a garanti à tout chacun la complète liberté de croyance et la possibilité d'exercer les rites religieux tels que mariages, enterrements. La loi prendrait également sous sa protection les différents objets de culte servant aux cérémonies religieuses. Les organes du pouvoir n'auraient point le droit de s'immiscer dans les affaires intérieures des organisations religieuses.

Le 15 juillet, la radio de Moscou répondait à une question posée aux Soviétiques. Il s'agissait de savoir si une personne quelconque avait le droit d'entrer dans un lieu de culte pendant un office religieux dans le but de le troubler. Il fut répondu que tout acte de



comme une violation dudit décret de liberté religieuse.

C'est tout ce que les représentants de l'U.R.S.S. trouvèrent à répondre aux formidables accusations que le monde civilisé et croyant leur avait adressées. Les bolcheviks considèrent avec dédain les représentants du monde bourgeois, à ce point ignorants qu'ils n'ont aucune idée des oeuvres de Lénine et de ses disciples, aussi bien que des lois bolchevistes sur la liberté de croyance. C'est pourquoi, ils ne cessent de citer ces oeuvres, mais dans le même temps, ils oublient de dire que tous ces décrets, édictés en pleine période révolutionnaire n'ont plus de portée aujourd'hui.

Effectivement, ils cachent que le 8 avril 1929 a paru une nouvelle loi qui change radicalement le sens du décret de 1918 surtout dans la partie concernant les sanctions qu'elle aggrave contre ceux qui violent la loi.

Pour nous, il suffit de savoir ce que disait Lénine de la religion, « chose la plus odieuse » qui soit au monde contre laquelle il faut lutter. Il nous suffit de voir ce nouveau décret du 8 avril 1929 qui dans ses sanctions *confère le droit absolu aux athées de détruire entièrement toute doctrine religieuse, d'exterminer toute personnalité ecclésiastique s'opposant à leur tactique, voire même toute personne croyant en Dieu.*

Ainsi nous voulons considérer comme suffisantes en vue de la lutte contre ces persécutions, non seulement les paroles de Lénine même, la législation bolcheviste et les articles de la presse bolchevisante, non seulement les orateurs de Radio-Moscou, mais encore les paroles et les actes des bolcheviks, disciples de Lénine, tel ce Boukharine qui commentant le décret du 8

avril 1929 déclara qu'il faut vaincre la religion avec la pointe des baïonnettes, tel encore Lounatcharski qui avec une joie sadique déclarait au Congrès des Soviets son désir d'arracher du coeur des enfants cette mauvaise herbe que représente la religion ; enfin Yaroslavski, président de l' « Association des Athées militants » qui déclarait qu'un plan quinquennal d'extermination complète de la religion doit coïncider avec le plan quinquennal économique. Il ajoutait encore : « Nous luttons non seulement contre les préjugés religieux mais en général contre toute religion. Toutes les Eglises sont mortes, elles sont inutiles. Notre devoir consiste à détruire toutes les doctrines attendu qu'il ne saurait y avoir de compromis entre notre programme et la religion. La religion est un obstacle au communisme. Religion et communisme ne peuvent s'accorder. La législation anti-religieuse et les ordres donnés par les chefs du bolchevisme, dont il vient d'être parlé se détachent nettement dans l'organe athée « Bezbojnik » édité par l'Association des Sans-Dieu » ; dans le numéro du 5 novembre 1930, on lit :

« Nous mettrons le feu à toutes les églises du monde, nous réduirons en cendres toutes les prisons. Nous intensifierons notre travail anti-religieux qui ronge souterrainement tous les principes sur lesquels repose le monde. Nous rassemblerons des millions d'ouvriers et de paysans sous le drapeau de l'athéisme combattif. Ils avancent déjà sous les drapeaux déployés de Lénine ; ils viennent de tous les pays pour participer au dernier assaut sur le monde. Nous les armerons des connaissances nécessaires. Que tous les serviteurs de Dieu de toutes les religions sachent qu'aucun Dieu, aucune bonté, aucun saint, aucun ser-



ment, aucune prière ne sauveront le monde capitaliste de sa ruine ».

Tel est le but vers lequel tendent les bolcheviks, but déjà atteint en Union soviétique. Les temples de toutes religions disparaissent dans des flots de sang et dans une vague de terreur. La presse bolcheviste elle-même ne saurait nier cette terreur. D'après cette presse ces derniers mois, de nombreux ecclésiastiques de toute religion ont été condamnés aux travaux forcés ou à la peine de mort. Dans 18 organes de presse on a pu lire la condamnation de 199 personnes à la peine de mort en tant « qu'ennemis de classe ». Le jugement a été exécuté au mois de mai 1935.

D'après ces mêmes sources la peine de mort est appliquée aux jeunes criminels âgés de 12 ans. Ce sont les athées qui font d'odieuses caricatures ridiculisant les serviteurs de l'Eglise, transforment les temples en musées et c'est ce même journal « Bezbojnik » qui dans son No de Mai 1935 informe avec joie de la fermeture de 13 nouvelles églises.

L'extermination systématique d'ecclésiastiques, de prêtres, de mollahs, de pasteurs, de rabbins, de lamas n'est plus un secret pour personne. Les lieux d'exil en sont remplis et les derniers qui restent mènent une existence misérable dans les différents coins de l'Union soviétique. Pour ne parler que des prêtres orthodoxes, il convient de signaler que leur nombre atteint à peine 1.200 au lieu des 44.000 qui existaient en territoire soviétique. La situation des autres ecclésiastiques ne diffère en rien des précédents, bien au contraire, dans certains endroits comme au Turkestan et en Azerbaïdjan, par exemple où le clergé musulman constitue l'élément le plus solide pour

la défense des traditions nationales des peuples asservis, leur extermination est encore plus accentuée. Ils sont dans ces pays, exterminés non seulement comme ennemis, mais aussi comme représentants du clergé.

Et cela se passe dans un pays, membre de la société des Nations, c'est-à-dire d'une société qui est censée représenter une réunion de nations civilisées.

Cette Société des Nations cependant a été créée avec l'appui de la religion qui prêche la paix sur la terre, la défense des principes providentiels de la création; or cette organisation a accepté dans son sein ceux-là mêmes qui déclarent: « Nous brûlerons tous les temples de la terre, nous accentuerons notre travail anti-religieux qui ébranle tous les principes sur lesquels repose le monde ».

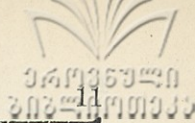
Ce serment est-il effectif après l'entrée de l'U.R.S.S. dans la Société des Nations ?

Dans l'introduction à l'Histoire de l'Internationale communiste, parue à Moscou en 1934 on lit :

« Lénine conduisit le prolétariat sur la sixième partie de la surface du monde à la victoire de la révolution d'octobre, créa l'Internationale communiste, se tint à la tête du combat qu'elle menait au cours du premier cycle de guerres et de révolutions. Dans le second cycle de révolutions et de guerres, l'Internationale communiste de Lénine conduira sous la direction de Staline, le prolétariat de tous les pays à la victoire d'Octobre dans le monde entier ».

Qu'entend-on par cela ? Lénine, lui-même, nous répond : « Religion et communisme sont inconciliables. Nous





devons lutter contre la religion. C'est l'alphabet de tout le matérialisme et conséquemment de tout le marxisme ».

Pour atteindre ce but, Marx disait à la fin de son manifeste communiste :

« Prolétaires de tous pays unissez-vous ». A notre tour, nous pouvons dire : « Pour lutter contre le communisme, croyants de tous pays et de toutes religions unissez-vous ! »

\*\*\*

## Document historique intéressant

*Nous commençons aujourd'hui la publication du document historique intéressant dont M. Djafer bey Seydahmet, ancien Président du Parlement de la Crimée parlait dans notre numéro précédent (No 104).*

Ce matériel historique provient d'un manuscrit trouvé par l'avocat criméen Mr. Omer-Fuat-Bey, demeurant à Constantinople. L'auteur du manuscrit est un nommé Ibrahim ben Ali de Kaffa, secrétaire du Khan de Crimée Feth-Guirey II. Ce manuscrit fut vraisemblablement écrit vers 1730-40 et, comme l'indique l'auteur, sur l'ordre suprême du Khan. Il a été publié pour la première fois en langue turque en 1933, par Djafer Seydahmet bey, l'actif champion de l'indépendance de la Crimée. Cette édition a été traduite en langue polonaise par le Docteur Mr. Abdoullah Zihni.

Le but de l'auteur du manuscrit, comme le dit M. Djafer Seydahmet dans sa préface de l'édition turque, fut de dévoiler la véritable politique impériale de Moscou et de montrer la nécessité d'un rapprochement entre la Pologne et l'Ukraine. L'étude du sort des peuples du Caucase, du problème cosaque ainsi que de la politique turque doit tendre à démontrer le commun danger qui menace ces nations.

Le manuscrit d'Ibrahim Effendi en

turc et en polonais n'a pour ainsi dire pas été revu ni corrigé; l'on y retrouve les mêmes fautes commises par l'auteur en ce qui concerne les dates et les faits. Le traducteur a dans certains cas donné l'équivalent des dates de l'Hedgire en dates chrétiennes. Pour le traducteur, le côté véritable et le côté politique n'ont rien perdu de leur valeur.

L'auteur de ce livre est Ibrahim Effendi, fils d'Ali Effendi de Kaffa, secrétaire général du Khan de Tartarie.

Ce livre a été écrit sur l'ordre suprême du Khan ; il contient des renseignements sur les Etats tartares, sur les Circassiens, les Nogais, les Moscovites, les Cosaques et les Daghestaniens, sur la situation de la presqu'île de Crimée, des Etats actuels turcs, de l'Etat de la Crimée et sur la façon dont ils s'y prennent pour mener la guerre avec la Russie; il explique également d'où provient cette haine envers la Russie.



Le peuple moscovite est astucieux et hypocrite ; on ne peut donner foi à ses paroles car il pense autrement et agit de même, aussi parmi les Etats chrétiens ces particularités sont devenues proverbiales.

Bien que tout le monde sût que la rupture du traité était le fait des Moscovites, ces derniers ne voulurent point le reconnaître et ils s'efforcèrent de prouver que c'était l'Etat turc qui l'avait volontairement déchiré. Pour ce faire, les Moscovites insinuèrent que dans le temps les Khans de Crimée avaient envahi le territoire moscovite. A cet effet, le ministre moscovite Ostermann présenta une note, le 12 avril 1736, au président du Gouvernement turc, dans laquelle il s'efforçait hypocritement de prouver que le traité avait été rompu par l'Etat turc.

L'histoire nous apprend que les tzars russes et leurs sujets sont de longue date les vassaux du Gouvernement du Khanat de *Dechti Kiptchak*.

Actuellement l'Etat *Dechti Kiptchak*, avec tous ses droits et dignités appartient aux Khans de Crimée, qui sont les héritiers de Djoutchi Khan, fils aîné du grand Gengis-Khan ; l'Etat moscovite, soit par ruse ou par des moyens détournés, a reçu des mains de Mirza bey et d'autres dignitaires de vastes étendues de terres de l'Etat *Dechti-Kiptchak*.

Ils étaient incertains de ces terres qu'ils ont occupées par la guerre ou par autre astuce contre les droits des Etats chrétiens, des Mirza et d'autres dignitaires, qui ne pouvaient rendre les terres étant sous leur domination ni recevoir la dépendance russe sans le consentement du Khan de Crimée. Les tzars russes soit par ruse ou par

d'autres procédés se sont emparés de tant de terres tartares qu'il est étonnant de les voir prétendre que le traité n'a pas été rompu par eux, mais par l'Etat turc. On sait que tout ce que l'on fait avant la paix entre ennemis est supprimé au moment de la conclusion de la paix.

Ainsi, la note du président Ostermann est mensongère car quelle force tartare aurait pu entrer dans les pays russes en 1700 et quel motif peut-on faire valoir pour justifier la rupture du traité du côté de l'Etat turc. Nul n'ignore qu'après chaque traité de paix la Russie a agi à l'encontre des conditions du traité de paix. L'on sait que lorsqu'en 1712, le tzar Pierre le Fou se trouvait assiégé au bord du Pruth il aurait pu être pris avec toute son armée par l'Etat turc, mais grâce à une paix offerte généreusement par l'Etat turc il fut sauvé ; il aurait dû, de ce fait, conserver quelque reconnaissance envers l'Etat turc : il n'en fut rien... avant que l'encre du traité eut fini de sécher, il envahissait les terres polonaises, nonobstant les stipulations du traité, détruisait tout sur son passage, accumulant ruines sur ruines ; la tzarine russe agissait de même.

Donc, après la signature du traité les souverains moscovites agissaient de différentes manières pour saper ledit traité ; c'est pourquoi, rien d'étonnant à ce que Ostermann mentionne ce qui se passait avant la traité de paix. Ayant des craintes au sujet de l'Etat turc, il cherchait des motifs en recourant à toutes sortes de détours, sachant bien qu'ils ne pourraient pas se justifier et il était clair qu'ils seraient condamnés par l'opinion des Etats chrétiens. Dans la nécessité de se défendre, ils rejettaient la faute sur l'Etat turc, mais le monde entier n'i-



ignorait pas que ce sont eux, (les moscovites), qui ont rompu le traité.

Ne sait-on pas que Catherine avait pris ombrage de la liberté de la Pologne et qu'elle fut un obstacle pour le choix du roi Stanislas, nonobstant même le traité de paix avec l'Etat turc, comme nous l'avons déjà mentionné. Son armée n'a-t-elle pas passé les frontières polonaises et n'a-t-elle pas hiverné sur ces terres, tourmentant de diverses manières le peuple polonais. Et lorsque les dignitaires polonais se plaignirent, les Moscovites n'ont-ils pas ruiné le pays polonais, ne l'ont-ils point ravagé quatre années durant, emportant tout ce qui leur tombait sous la main. Où est donc leur paix et leur véritable amitié ? Quelle nation chrétienne agirait de la sorte ?

Le caractère russe tient de la lâcheté et de la bassesse et la manière d'agir des Moscovites est universellement connue. Depuis longtemps, les nouvelles qui parvenaient de Saint-Petersbourg n'étaient pas crues d'aucun Etat. Aucun Etat européen ayant des représentants dans d'autres pays ainsi qu'au Caucase et en Ukraine ne les envoie dans l'Etat moscovite; aucun d'eux ne donne foi aux nouvelles de cette provenance.

## CHAPITRE CONCERNANT L'ETAT TARTARE.

Le grand héros Gengis-Khan connu de l'univers entier, ayant envahi les pays Ong-Khan, occupe toute la Mongolie, le pays des tartares orientaux, la Chine et les ajoute à son Etat. Plus tard, son fils aîné Djoutchi-Khan occupera à l'Orient et à l'Occident Harzym, Uguk et Sayanak au nord, du côté de l'Europe, pays montagneux et afin de s'emparer de l'Etat situé à

l'ouest d'Ormak état, ayant envoyé des armées de 400.000 mongols, tartares, turcs, kirghiz, durant 5-6 ans il s'empara de ce vaste Etat depuis les eaux Kotchan jusqu'aux bords de la mer Djemt ou de Kara ; à l'ouest jusqu'à Dniepr, Aksu, état moscovite, russe et Ukraine, c'est-à-dire l'état cosaque, circassien, Alan et As, c'est-à-dire les nations casan, bulgare, Mychenne, Alatro, Kirghiz, Harschin, Astrakhan, Simur, Siber, Iber et Ouchenne, prit sous sa domination la Crimée et Akerman et une partie de Thracia et depuis le Dniestr jusqu'à Irtsych et de la rivière Ob qui tombe dans la mer Djemt (Kara) et jusqu'à la rivière Sayanak, qui tombe dans la rivière Kotchan. Cet énorme état a reçu le nom de Dechti-Kiptchak et appartenait au Khan Djudji. Après la mort du Khan Djudji survenue 6 mois avant celle de Gengis-Khan, le troisième fils de Djouchti-Khan, Batou-Khan lui succède. Les historiens l'ont surnommé Saïn-Khan, c'est-à-dire le Khan Blanc. Batou-Khan fut un souverain juste et grand ; il étendit ses Etats grâce à sa persévérance et à sa bravoure.

Ayant franchi le Dniepr il s'empara du pays polonais, de la Hongrie, de la Moldavie et Valaquie, de l'Etat de Bohême et de la Moravie. Il fit également la guerre à l'empereur allemand et le força ainsi que les rois de Bohême et de Hongrie à payer un tribut. Au cours d'une bataille l'un de ces rois fut tué et l'autre tomba entre les mains de Saïn-Khan. Sain-Khan pouvait s'emparer de beaucoup de pays car il était endurant à la guerre et était très bienfaisant. Il se proposait de prendre Constantinople, lorsque de par la volonté de Dieu, la mort vint le surprendre.

Les Khans actuels sont les descen-



dants de sa dynastie. Après la mort de Batou-Khan, son frère Béréké-Khan lui succéda. De même que Saïn-Khan, il fut un grand souverain du Decti-Kiptchak. Il fut le premier de la dynastie Gengiskhanide qui prit la religion musulmane. Durant quelques années il s'instruisit chez les pieux Cheikh Seifeddyn-Bachrouze et l'on dit qu'il reçut en son temps les plus hauts grades.

Le pays mentionné plus haut, qui de l'Orient à l'Occident compte 790 heures, finit par tomber peu à peu entre les mains de Moscou. L'impératrice Catherine décida à son tour de s'emparer des pays qui se trouvaient à l'époque sous la domination des Khans de Crimée et c'est ainsi qu'elle devint maîtresse de tout le pays de Djoutchi-Khan.

Quatre frontières de ce pays sont : la mer de Kara, ou de Djemt du nord jusqu'à la rivière Ob et les montagnes Cartal ainsi que la mer Noire, au midi, il était limité par la rivière Kaysan, la mer Caspienne et les montagnes du Daghestan et la mer Noire ; à l'ouest par le Danube, l'Aksou et le Dniestre. Jusqu'à l'année 1552 ce fut un grand et puissant Etat, mais à partir de cette époque le rusé tzar moscovite Ivan Vassilievitch ne voulant plus supporter le joug des Khans tartares réussit à se saisir par ruse de quelques Khans vassaux du Khan de Crimée qu'il priva de leurs droits. Cela eut lieu grâce à des querelles continuelles parmi les Khans, notamment entre le Khan de Kazan et la nation Circassienne. Le tzar Ivan Vassilievitch en profita pour les attaquer et pour s'emparer de leurs Etats. Cela fait, il commença par envahir les terres des Beys tartares et s'étant emparé de quelques-unes de leurs villes

et de l'Etat de la Grande Bulgarie qu'il annexa à son Etat, il se porta, en 1554 sur la forteresse d'Astrakhan. En l'année 961 (1554) le tzar Ivan Vassilievitch attaqua la forteresse, l'assiégea et malgré l'héroïque défense de la garnison la força à se rendre. Le tzar reçut avec bienveillance les Khans qui acceptèrent sa suprématie, mais il fut sans pitié pour ceux qui résistèrent. L'Etat turc voyant toute l'étendue de son malheur, demanda de l'aide au Khan de Crimée. Le sultan Selim II en 1586 nomma Seroskera, avec ordre de se porter par marches précipitées au secours du Decti-Kiptchak. Son but essentiel était de reprendre la forteresse d'Astrakhan aux Moscovites. Mais entre la mer d'Azov et Astrakhan se trouvait un marécage nommé Komo, auprès duquel s'engagea la bataille : les Moscovites furent vainqueurs. Astrakhan et les pays tartares restèrent entre les mains des Moscovites et c'est ainsi que les musulmans en dépit de leurs efforts ne purent chasser les Moscovites et reprendre leur liberté.

Après s'être ainsi emparés des pays mentionnés, les Moscovites s'efforcèrent d'appriivoiser les tribus vaincues et d'endormir la vigilance du Khan de Crimée, aussi de longtemps ils ne l'attaquèrent point se contentant de surveiller les frontières. Cependant, craignant que les tribus tartares, turques et nogais n'envahissent le pays, les Moscovites résolurent de faire la paix avec le Khanat de Crimée et ayant choisi des députés ils les envoyèrent au Khan aux fins de négocier.

Et voici quelles furent les conditions de paix :

- 1) Les pays occupés par les Moscovites restent sous leur domination.
- 2) Le tribut que Moscou payait de-



puis longtemps au Khan de Crimée doit être diminué de moitié.

3) Les percepteurs envoyés par le Khan pour toucher l'impôt ainsi que les délégués et autres représentants

du Khan devront désormais traiter avec déférence le tzar, les dignitaires ou toute autre personne de Moscou.

(à suivre).

## Lettres de Géorgie

*On nous écrit de Tiflis :*

En 1931, I. Staline passa le mois de Juin à Tskale-Toubo, et, après une cure d'eau, la fantaisie lui vint de pousser sa promenade en automobile jusqu'à Zoudidi, petite ville en Géorgie occidentale.

Il y passa la journée, et comptait rentrer le soir, mais ses hôtes furent avertis que le chemin du retour était occupé par des paysans révoltés. Aussi dans l'espoir d'éviter sa colère ils essayèrent de le garder le plus longtemps possible, tandis que la route serait déblayée.

Mais Staline aime voyager la nuit, il voulut partir ; on dut lui dire la vérité : les paysans à qui l'on avait enlevé leur maïs s'étaient mutinés.

Furieux, Staline téléphona à Tiflis et destitua le comité régional de Transcaucasie, le comité central de Géorgie, et le conseil communiste populaire, pour la mauvaise organisation de son voyage.

La même année il y eut une révolte dans la région de Goudaouthi.

\*\*\*

En décembre 1930, j'étais chargé dans la région de Kourdamir de la direction de l'industrie cotonnière.

L'insuffisance de la production avait été officiellement déclarée —, et la plus grande rationalisation des matières premières nous laissait loin derrière les exigences. Le Kremlin envoya par train spécial des hommes de confiance, tels que MM. Unslicht (aujourd'hui chef de l'armée de l'air) et Artukine. Unslicht ayant amené avec lui deux voitures, une partie de la commission alla chasser dans les plaines de l'Azarbaïdjan, tandis que je mettais Unslicht au courant de la situation du coton.

Je lui fis savoir que le plan ne pouvait réussir, vu l'insuffisance de l'approvisionnement en matière première.

Unslicht, après réflexion eut une idée géniale : Il avait, dit-il, remarqué de nombreux paysans qui n'avaient pour tout vêtement qu'une grande couverture jetée sur les épaules. Dans leurs maisons ils devaient en avoir d'autres. Il suffisait de réquisitionner toutes les couvertures et c'était la réalisation du plan !

Pour les besoins de la population (on était en décembre) il suffisait de laisser une couverture par famille. Or on rencontre souvent en Azerbaïdjan des familles de vingt personnes.

Ce fut à grand peine, heureuse-



ment soutenu par Artukine, que je repoussais cette fameuse solution.

\*\*

Le grand développement du thé et des agrumes en Géorgie doit être considéré comme un pas vers une plus grande rationalisation.

Mais sous le régime actuel ces mesures aggravent le sort des paysans. Le fait est qu'on leur a interdit la culture du blé et du maïs. Et on les a poussés à la culture du thé, des oranges, des mandarines, du tabac, du coton, etc...

Le paysan doit remettre le fruit de sa récolte au gouvernement, en échange de quoi il reçoit du pain en quantité insuffisante et toujours en retard. Ainsi, au lieu d'imprimer un progrès à l'économie rurale de la Géorgie ces mesures ont entravé son évolution normale.

Dans les cultures précitées la plus grosse importance a été donnée au thé mais dans ce domaine on est loin de réaliser le plan projeté.

D'après ce dernier, cent mille hectares devaient être préparés, en fait trente deux mille ont été réalisés, et sur ce nombre, quinze mille laissent beaucoup à désirer. On a pu obtenir d'excellentes mandarines, mais les oranges n'ont pas encore réussi. Les tabacs de Zougdidid et de Anaclia ne le cèdent en rien à celui de Soukhoun.

En ce qui concerne l'amendement des terres la Géorgie peut compter de petites réalisations :

Le canal de l'Alazan s'avère excellent à l'épreuve. Pourtant les ingénieurs géorgiens qui l'ont construit ont été accusés de sabotage et injustement emprisonnés.

Le canal de Toriphon est de moindre qualité, les tuyauteries de béton ont cédé par endroits. L'amélioration de

ce canal ouvrira de grandes perspectives à l'agriculture de la région. Enfin la marche du canal de Méchvili s'embranchant sur le Rion est satisfaisante.

L'assèchement des marais de Colchide se poursuit très lentement, il exige de grands capitaux, c'est pourquoi avec le maigre budget qui lui est assigné il lui est presque impossible de progresser. On verse trop d'encre pour un résultat si médiocre ; il appartiendra sûrement à la Géorgie indépendante de drainer ces régions insalubres.

L'occupation russe fait défricher sauvagement nos forêts. Philippe Makharadzé qui comprenait la gravité de ces mesures, s'y opposa jusqu'au jour où la direction de l'industrie forestière du Caucase passa à Moscou.

Notre avenir est compromis par le déboisement et ses conséquences ; le ruissellement des eaux, transformera un pays verdoyant en rochers arides.

En Géorgie l'amélioration des routes se poursuit lentement ; la seule qui soit en bon état est la route militaire de Tiflis à Vladicaucase. Celle du col de Mamisson est à peine carrossable.

En direction de Swanétie et de Bakmaro on construit des routes de caractère primitif.

\*\*

Le pouvoir soviétique ne peut se vanter d'avoir surpassé l'époque tsariste en ce qui concerne l'industrie. Staline fait prévaloir l'exportation des matières premières à une transformation sur place.

C'est le meilleur moyen d'appauvrir la Géorgie, au lieu de contribuer à son développement industriel.

Pourtant quelques créations industrielles ont été tentées, telles les filatures de soie insuffisamment outillées,



d'ailleurs, des usines à conserves à Gori, un moulin à baryte à Koutaïs, une fabrique de feutre à Tiflis (la production de cette fabrique est de mauvaise qualité), une usine à ciment sur la mer Caspienne avec un outillage archaïque ; enfin une raffinerie de pétrole à Batoum.

Les stations hydroélectriques de Zahési, Rouhési, Abhési sont par contre importantes. Une centrale est en construction sur l'Atchari. La construction première de cette centrale connut tous les déboires grâce à M. Ordjonikidzé. Le fait est qu'un certain Batchinsky, aventurier plutôt qu'ingénieur, étant arrivé de Russie proposa un projet de station hydroélectrique à 30 km. de Batoum. Les ingénieurs géorgiens s'opposèrent à ce plan qu'ils trouvèrent fantaisiste, ce que voyant, le Russe accusa les Géorgiens de nationalisme et il en appela à M. Ordjonikidzé. Ce dernier qui ne manque jamais l'occasion de contrarier ses compatriotes, soutint le projet.

Les travaux durèrent quatre ans ; neuf millions y furent engloutis. Or ces constructions ne tardèrent pas à être balayées par les eaux déchaînées de l'Atchari. Alors seulement on se prit à reconstruire à l'endroit préconisé par les Géorgiens.

Il y eut bien un projet de construction d'un centre métallurgique à Orpiri où le minerai serait apporté de Dachkesani et la houille de Tkvarcheli. Mais Moscou s'y opposa.

M. Staline préfère fortifier la position de l'Oural à Kousnetskstroï, à Magnitogorsk ; et pour le ferromanganèse à Zestaphoni. Cela n'est pas sans nuire à la Géorgie qui alimente par ce fait la Russie et l'étranger en manganèse, et épuise ses mines par une exploitation intensive.

\*\*

Dans le domaine de l'instruction il y a quelque progrès. Il est vrai que la qualité de l'enseignement laisse à désirer aussi bien dans l'enseignement secondaire que supérieur. Mais des petites institutions techniques ont doté la Géorgie de nombreux spécialistes. S'ils n'ont pas une instruction supérieure du moins valent-ils les techniciens de l'ancien régime.

Du fait que le nombre des étudiants s'est considérablement accru dans les universités les cadres du personnel enseignant ne suffisent plus.

Les manuels font également défaut. La langue géorgienne est solidement établie dans les écoles.

Certains russophiles soutenaient la primauté du russe « la langue d'Octobre », sur le géorgien. Ce fut en vain.

A signaler l'arrivée fréquente en Géorgie de délégations étrangères. Leurs guides et compagnons, présentés comme ouvriers d'usine sont toujours des agents de la tchéka ou du Komintern. Le plan des visites est fixé d'avance ; on se garde bien de montrer ce qui porterait ombrage aux fruits de la culture soviétique !

Il est facile d'éblouir le visiteur, surtout lorsque la situation matérielle s'y prête. Il suffit de signaler qu'à côté des fonds officiels il existe un fonds secret qui doit veiller au confort des visiteurs : dès le moment où la délégation étrangère a mis le pied sur le territoire soviétique tout est gratuit, si bien qu'en U.R.S.S. le visiteur jouit sans bourse délier de tout ce qui en Europe n'est permis qu'aux capitalistes — rien n'y manque, ni wagons spéciaux, ni excellent caviar, ni cognac, ni champagne, tout naturellement le vin de Kakhétie. Au retour on



leur offre discrètement un souvenir. Tout cela au nom des ouvriers, ce qui ne manque pas d'impressionner favorablement le voyageur.

Pour les membres du Komintern, le gouvernement dispose de maisons de repos où ils sont admis gratuitement. A Kislovodsk des sanatoriums sont assignés aux communistes allemands ainsi qu'à certains étrangers. Et, comme ils voyagent gratuitement, qu'ils sont nourris, bien soignés, qu'on leur trouve toutes sortes de distractions, il serait bien anormal s'ils ne louaient pas la dictature du prolétariat.

\*\*

L'organisme du Parti soviétique est imprégné d'idées criminelles. Les fonctionnaires de l'ancien régime ne sauraient être comparés en méfaits avec ceux du régime actuel. Aucun décret garantissant la propriété privée n'a de stabilité.

La cause de tous ces malheurs peut être attribuée à l'irresponsabilité des hauts fonctionnaires ; les sanctions gouvernementales ne les atteignent en général pas. En cas de grief ce sont les employés n'appartenant pas au parti qui sont fusillés. Voici quelques exemples : En 1929 au Conseil communiste populaire on constata la disparition de plus de quatre millions de roubles des fonds secrets. Les dilapidateurs étaient MM. S. Djoughéli, D. Kandelaki, L. Gogoberidzé, H. Mgaloblichvili, K. Vachtadzé, S. Mamoulia, Stephanian, A. Ercomaichvili, Amiragovi, N. Swanidzé. Mais pour cacher les traces du méfait, le directeur des fonds secrets et son comptable furent arrêtés, accusés de dilapidations et fusillés dans les caves de la Tchéka.

En 1930, Djougheli partit se reposer à Tskal-Toubo, ce qui ne l'empêchait pas de se rendre tous les jours dans la propriété de Var-tsikhé où il menait un joyeux train de vie. Au cours d'un festin un ouvrier vint à lui respectueusement et lui dit que sa manière de se conduire n'était pas faite pour s'attirer la sympathie des ouvriers affamés qui travaillaient dans la propriété et il lui conseilla de faire bonne chère discrètement.

Djougheli pour toute réponse déchargea son revolver sur l'ouvrier qui fut tué net.

Le tribunal du Parti communiste géorgien exclut Djougheli du parti, mais Ordjonikidzé l'appella à Moscou, le réhabilita, et ne manqua pas d'envoyer un blâme au tribunal géorgien. Peu après Djougheli fut nommé membre de la direction forestière de l'union soviétique, puis remplaçant du président du gouvernement de Transcaucasie. Aujourd'hui il occupe le poste de président du comité exécutif de Tiflis.

Voici un autre cas :

David Kandelaki étant commissaire de l'Education à Tiflis se lia avec le directeur de la section de l'Agriculture et en profita pour dérober 200.000 roubles. Le fonctionnaire qui le premier constata la fraude eut grand peine à échapper à la peine capitale.

Le même Kandelaki mérite d'être envoyé à l'étranger pour remettre à M. Rosenholtz (commissariat du commerce extérieur) des objets historiques géorgiens de grande valeur afin de les vendre. Ce Kandelaki est bien connu dans les restaurants berlinois où il faisait une grande consommation de caviar dans la conviction que c'était là un remède efficace pour combattre le diabète.



\*\*

Par contre, un jeune homme de vingt ans M. Guéguetchkori, employé des postes et télégraphes a été fusillé comme ayant « détourné » 600 roubles ; l'on ne dit pas que ce même employé attaqué par des bandits per-

dit son bras droit dans la lutte et qu'il réussit à sauver l'argent de l'Etat à lui confié. Cet employé était d'autant plus digne d'intérêt qu'il était le seul soutien de sa famille, son père ayant trouvé la mort dans un accident d'automobile.

Z.

## MOURSKI

Un nouveau deuil nous frappe dans notre exil : Une triste nouvelle nous écrase ! Un ami très cher est disparu !

Je marchais dans la rue, quand un ami m'a annoncé que Mourski est mort. Quoique habitué aux tragédies et aux malheurs je n'ai pas voulu croire à cette perte. Mais combien sont méchantes les nouvelles de malheur ! Elles ne laissent point de place à l'incertitude ! J'ai compris ; j'ai cru ; et je suis parti ! J'ai voulu rester tout seul avec ma douleur !

Pourquoi est mort cet homme jeune si dévoué et si loyal ? Pourquoi devait-il mourir ?

Comment pouvons-nous comprendre le mystère de l'univers ? l'injustice de vie et de mort ? Ne trouvant point de remède contre ceci, nous n'avons qu'à nous incliner !

Mourski était un des séparatistes ukrainiens. Il y a plusieurs années qu'il habitait à Stamboul. Il a édité en turc un livre intitulé le « Vrai visage des Soviets » au sujet de l'Ukraine. Par ce fait il a rendu un service aux nationalistes turcs. Par ses écrits et articles, par une action infatigable, Mourski a

été utile non seulement à la cause ukrainienne mais à celle de tous les peuples opprimés.

Mourski a très bien compris quelle grande importance jouent dans la lutte pour la liberté des peuples le Caucase, le Turkestan, Idel-Oural et la Crimée. Et ce n'est pas seulement parce que cette lutte est utile à la cause ukrainienne qu'il les soutenait, mais surtout parce que idéologiquement et sincèrement il était champion de droit des peuples.

La Turquie et le monde turc n'ont pas saisi dans le passé, au cours de l'histoire, toute l'importance de la question ukrainienne et cette incompréhension a eu des conséquences très graves pour la Turquie.

Si les ukrainiens n'avaient pas compris l'importance et la valeur du monde turc pour la cause ukrainienne, ceci aurait pu produire des résultats nuisibles, mais Mourski consacra toute son activité à ce problème historique et rendit ainsi un service immense à son pays. En très peu de temps grâce à une grande érudition et à un amour sincère pour nous, il a su se faire aimer



et apprécier non seulement en Turquie mais dans tout le monde turc. Il a pris place non seulement dans notre raison mais aussi dans notre coeur. Sa grande foi, sa loyauté, son optimisme, son courage civique étaient pour nous une source inépuisable de force et d'espoir.

Toute sa vie a été consacrée à la lutte, il sacrifiait à la cause de son pays tout en marchant dans les premiers rangs. Son esprit actif trouvait chaque jour un nouveau travail se multipliant de tous les côtés en cherchant à être utile à tous.

Nos amis ukrainiens comprendront que cette disparition inattendue frappe non seulement les coeurs ukrainiens : nous aussi nous perdons en la personne de Mourski un ami très sincère, très actif et très cher. Nous exprimons notre immense douleur à sa famille et nous nous inclinons profondément devant son cercueil.

DJAFER SEID AMET

Ancien Président du  
Parlement de Crimée.

## Revue de la presse

### 7me CONGRES DU KOMINTERN

« Je suis partout » donne un compte rendu très intéressant du Congrès dans un article signé de P.A. Cousteau et Pierre Bregy et intitulé « Les domestiques de M. Staline tiennent le 7me Congrès de la III<sup>e</sup> Internationale ». Et d'abord quelques mots sur l'organisation du Komintern, qui théoriquement autonome du Gouvernement de l'U. R. S. S. pratiquement, n'est qu'un simple instrument entre les mains réalistes russes.

Ensuite quelques renseignements historiques impérialistes russes.

Son premier congrès fut tenu en mars 1919. En principe, il devait se réunir tous les ans afin de mettre au point les questions de stratégie révolutionnaire, et, au début, ce programme fut suivi fidèlement.

En 1920 — époque héroïque de l'intransigeance marxiste — on élabore les conditions d'admission. Elles sont si rigoureuses qu'elles entraînent la fameuse scission de Tours au sein du parti socialiste français.

En 1921, confusion, verbiage. On parle beaucoup. On ne décide rien.

En 1922, le fascisme vient de triompher. C'est un beau sujet de harangue. Haro sur Mussolini.

En 1923, on oublie de convoquer le congrès. Les gens de Moscou commencent à se rendre compte qu'il n'est pas absolument indispensable de donner aux domestiques l'occasion de se réunir et qu'il suffit de leur distribuer leur besogne, à distance.

Pourtant, en 1924, pour la forme, on tient le cinquième congrès qui adopte des mots d'ordre vagues : « Unité d'action à la base » par exemple, ce qui ne veut rien dire.

Il nous faut ensuite attendre 1928 avant de retrouver, à la « Maison des Soviets » de Moscou, les délégations des fidèles employés étrangers du gouvernement russe. On leur ordonne de « lutter contre la guerre » et on les renvoie chez eux avec de petits cadeaux.

Après, c'est fini. Il semble que le *Komintern* a vécu, sous sa forme primitive tout au moins. Les années passent.. pas de congrès. Sans doute, un præsidium continue à diriger les opérations, mais on juge les torrents d'éloquence superflus.



Enfin, il y a quelques mois, brutalement, sans que rien puisse justifier en apparence une telle précipitation, M. Staline ordonne de convoquer le 7<sup>me</sup> congrès. On a beaucoup épilogué sur cette décision. A notre avis, elle s'imposait pour plusieurs raisons.

Lesquelles ? D'abord on pouvait croire, surtout parmi ceux qui se nomment « les purs », que l'Internationale est morte, ce qui donnera bien entendu de vives inquiétudes. Ce sommeil avait une autre cause. Rappelons que le camarade Zinoviev était son chef avant son exil et que

pour lui, l'**Internationale** doit avoir le pas sur l'U. R. S. S. **nationale**. Staline, au contraire, pense d'abord à la « patrie ». Tout le conflit est là, et comme c'est le Géorgien qui est le plus fort, le Juif a été brisé.

D'autre part il fallait montrer aux masses les grandes lignes de la nouvelle politique du camarade Staline, qui après avoir jeté feu et flamme contre tous les régimes bourgeois et démocratiques, traite maintenant avec eux. Cette politique peut rester incompréhensible aux « camarades de base », c'est-à-dire les communistes de différents pays, pour lesquels un ordre du chef du Kremlin peut paraître choquant, mais qui seront contents « d'exprimer librement » leur opinion et « voter » au congrès, sanctionnant ainsi les ordres du chef.

Dans ces conditions, les assises du Komintern ne pouvaient être qu'une comédie. Chacun a tenu son rôle à merveille, sans fausse note, et les consignes de M. Staline ont été fidèlement observées.

Le congrès a eu lieu dans la « Maison des Unions professionnelles » qui n'est autre que l'ancien Cercle de la Noblesse de Moscou. Et dans ce cadre bien « ancien régime » toutes les races du monde étaient présentes, mais

Ici comme à Genève, seules les grandes puissances comptent. Mais, pour le principe, on a désigné, afin que la fête soit véritablement internationale, le plus de délégués possibles : des

Nègres, des Arabes, des Mongols, des Kayaks, des Coréens, des Peaux-Rouges, en tout 65 « nations ». La plupart des délégués ne parlent que leur idiome natal, et cela réduit au minimum les chances de friction. L'essentiel est que les ordres rédigés en russe soient convenablement traduits. Mais chacun veut y aller de son petit discours. Il faut justifier, n'est-ce pas, les frais de déplacement.

C'est ainsi que l'on entendit le camarade Nadisyrie (?!) communiste d'Arabie, tonnait contre les fascistes dans l'Arabie. Un Chinois, Kon-Sin, annonçant la grande victoire et la retraite stratégique des forces rouges devant « les hordes » de Chang-Kai-Chek. Un autre camarade chinois Tchu-Tcho-Sin promet de chasser les Japonais et ainsi de suite les représentants des différents peuples occupent la tribune et « remplissent » le temps.

Le clou du Congrès c'était le discours du camarade Pieck et Dimitrov. Pieck donne d'abord des considérations géniales, sur la misère des travailleurs, la liberté, le bien-être et, bien entendu, une nouvelle guerre mondiale déclanchée par le fascisme.

Il évoque la « terreur zoologique » d'Hitler qui a fait fusiller, en une année, 185 personnes. Il omet, bien sûr, de rappeler l'autre terreur, la rouge, celle qui n'est pas « zoologique » et qui a fait, en Russie, près de deux millions de victimes. Un simple détail...

Et il finit :

« Le seul ennemi, c'est le fascisme, sous toutes ses formes. »

Et après le discours de Dimitrov, ancien sujet bulgare, maintenant enfant gâté du Kremlin, on vote à l'unanimité les résolutions. Elles sont d'ailleurs toujours votées ainsi, la discipline du parti, n'est-elle pas là, sous l'oeil protecteur du GPU ?

Et l'auteur de l'article le résume ainsi :

## LE PLAN DE CONQUETE

L'essentiel a été dit. Les ordres ont été donnés. Ce congrès peut se résumer ainsi :



1° Encore plus que par le passé, il est manifeste que le Komintern est un simple instrument de politique étrangère et de pression internationale de l'U. R. S. S. ;

2° L'U. R. S. S. poursuit contre ses voisins fascistes une politique de subversion violente ;

3° Elle ménage ses alliés « démocratiques » provisoirement, d'où les concessions opportunes au patriotisme, mais sans ralentir sa propagande ;

4° Le but suprême — tous les orateurs l'ont proclamé — reste l'établissement dans tous les pays, par tous les moyens, même légaux, de républiques soviétiques vassales, véritables colonies de l'Etat russe.

Depuis que le monde est monde, jamais aucune nation n'a caressé de rêve d'impérialisme aussi audacieux. Les bolcheviks veulent asservir l'univers. Le verbiage patriotique, les alliances, les dérobades ne sont que des aspects stratégiques d'une même entreprise conduite avec une persévérance farouche et un manque total de probité et de scrupules. Les smokings des commissaires du peuple n'y changeront rien, ni les sourires de M. Staline. C'est toute notre civilisation qui est en péril.

Le Journal « Le Temps » du 4. 8. 35 nous donne les renseignements suivants sur le congrès du Komintern qui se tient en ce moment à Moscou et qui ne sont pas dépourvus d'intérêt pour nous.

« Le congrès du Komintern a adopté à l'unanimité une résolution qui approuve la ligne politique et l'activité pratique du comité exécutif de l'Internationale depuis le dernier congrès.

La résolution consacre une fois de plus la politique du front commun. Regrettant que la majorité des chefs social - démocrates aient repoussé les propositions faites par le comité exécutif à la deuxième Internationale en mars 1933, en octobre 1934 et en avril 1935 pour l'unité d'action contre le fascisme et une nouvelle guerre capitaliste, le congrès fait un devoir pour le comité exécutif et les sections nationales du Komintern de réaliser l'unité de front tant à l'échelle nationale qu'à l'échelle internationale. Une des

conditions essentielles de réalisation de ce but est la disparition des « sectes opportunistes » tant de droite que de gauche.

Le caractère abstrait de la propagande faite par certains agitateurs doit disparaître et faire place à une doctrine accessible aux masses laborieuses. Les retards apportés par certaines sections du Komintern dans l'exécution des directives du comité exécutif, leur incapacité à grouper les masses, leur incompréhension de la nécessité qu'il y a pour le parti dans sa lutte contre le fascisme à défendre les restes de la bourgeoisie démocratique en vue de s'assurer le concours des partis modérés et leur sous-estimation du travail de propagande et d'agitation au sein de la petite bourgeoisie et de la population paysanne sont autant de fautes dont la responsabilité incombe au comité exécutif.

Pour en éviter le retour, le congrès propose au comité exécutif de concentrer son activité sur l'étude des mesures politiques et tactiques propres à réaliser dans chaque pays l'unité d'action antifasciste en s'inspirant des conditions concrètes de chaque pays et en évitant l'adoption mécanique de solutions standards. Les relations entre le comité exécutif et les sections nationales devront être plus étroites que par le passé.

Enfin, le congrès attire spécialement l'attention du comité exécutif sur l'insuffisance de l'action des associations de jeunes communistes. Chez celles-ci également il est indispensable de détruire l'esprit de secte dont certains dirigeants font preuve et il est nécessaire que les jeunes communistes s'introduisent au sein des organisations réformistes et fascistes de même qu'au sein des associations religieuses de jeunes travailleurs où ils devront mener une lutte systématique contre la militarisation et les camps de travail et pour les droits des générations nouvelles ».

D'autre part les journaux nous donnent des détails sur le Congrès même.

C'est ainsi qu'on apprend que l'apparition de M. Staline à la première sé-



ance fut accueillie par une ovation prolongée. Aux cris de « Staline notre chef, notre maître, notre ami », se mêlent les « banzai » des délégués japonais. Dans la salle on remarque les délégués des aviateurs et des parachutistes soviétiques. Une délégation de pionniers adresse un salut à Staline au nom des enfants « les plus heureux du monde ». Au lieu des mille congressistes attendus on n'a enregistré la présence que de 500. La présence de M. Manouïlski est signalée dans la salle, mais il ne semble pas devoir jouer un rôle de premier plan.

D'après le correspondant du **Times** le discours de M. Pieck a été plutôt « diplomatique », ce qui laisse supposer qu'il a du compter avec la nouvelle politique de l'U.R.S.S.

Le communiste allemand Pieck fit un discours sur le fascisme et le communisme ; il en arriva finalement à faire de M. Staline le chef suprême de la révolution mondiale.

Le communiste allemand déclara que la victoire du fascisme en Allemagne avait séduit la bourgeoisie dans d'autres pays et qu'elle avait déchainé une nouvelle vague de fascisme dans le monde capitaliste.

Cependant, la bourgeoisie n'a pas tardé à comprendre que la terreur fasciste et la démagogie ne garantissent pas longtemps sa sécurité. De nouvelles guerres commencent. Le Japon en a donné l'exemple ; l'Italie a suivi ; le fascisme allemand prépare une nouvelle guerre contre l'U. R. S. S.

L'humanité a le choix entre le fascisme et le socialisme. Si l'Allemagne attaque l'un des petits Etats d'Europe, la lutte que soutiendra la bourgeoisie du pays attaqué contre l'envahisseur étranger sera juste. Le prolétariat et les communistes devront y prendre part. L'union du prolétariat répond à l'unité de front avec tous les partis extrêmes de gauche.

Dès lors, le but de ce congrès sera le suivant :

Il faut grouper tous les partis révolutionnaires autour des communistes et

de leur chef, Staline, dut-on faire des concessions à ceux qui croient à l'avenir de la démocratie bourgeoise. Pour atteindre ce but, les communistes sont prêts à participer à une guerre défensive, en s'alliant avec la démocratie bourgeoise contre le fascisme. Ainsi M. Staline donne carte blanche à l'armée de la révolution. Le Congrès marque le triomphe de sa politique.

Pendant deux jours le congrès discuta le rapport de M. Pieck, d'après Deutsche Nachrichten Büro,

Les délégués américains, hollandais, polonais, français prirent tour à tour la parole. Un délégué du parti communiste d'Amérique déclara que le mouvement gréviste aux Etats - Unis ne cesse de se développer ; que l'Amérique était à la veille d'ébranlements prochains, qu'il fallait renforcer la propagande de grèves. Il affirma que le nombre de noirs qui s'inscrivent dans le parti communiste aux Etats - Unis, allait sans cesse augmentant (applaudissements). L'influence de l'U.R.S.S. s'y fait de plus en plus sentir.

Le délégué tchécoslovaque remercia le Komintern pour les « précieux conseils » donnés aux communistes tchécoslovaques, ce qui n'a pas peu contribué, ajouta-t-il, à faire de ce parti, un parti de masses. La sympathie envers l'U.R.S.S., croît de plus en plus.

Le délégué du parti communiste hollandais parla dans le même esprit. Le discours de M. Cachin est connu. Un communiste japonais attaqua vivement son gouvernement « qui prépare la guerre contre l'U. R. S. S ». Toutefois, ajouta-t-il, la jeunesse japonaise accorde toute sa sympathie aux communistes.

Le journal « Times » écrit :

Le délégué britannique, dans son discours, a insisté sur la nécessité de lutter énergiquement contre le gouvernement d'Hitler qui prépare la guerre ! Il a déclaré que le parti ouvrier britannique collaborait avec le gouvernement bourgeois anglais et qu'il l'aidait à la réalisation des plans militaires allemand et japonais. Mais les communis-



tes anglais ont su profiter des circonstances pour déclencher des grèves et des marches de la faim. Au cours des derniers 6 mois, le parti communiste anglais a augmenté ses effectifs de 33 %.

Le **Deutsche Nachrichten Büro** nous donne un aperçu du discours du délégué chinois et de l'Indochine.

Le délégué chinois affirme qu'actuellement 56 millions de Chinois se trouvent sous un régime soviétique ; 50 autres millions de Chinois sympathisent à la révolution mondiale.

Ce même délégué, M. Sing prétendit que les Soviétiques chinois disposent d'une armée de 500.000 hommes, parfaitement équipés et d'un million de partisans prêts à la lutte, que le territoire administré par les communistes a doublé depuis le dernier Congrès.

En fin de séance, le délégué de l'Indochine déclara que le parti communiste indochinois est au premier rang du mouvement révolutionnaire dans cette Colonie et que le mot d'ordre des communistes indochinois était le nom de Staline, chef adoré de la révolution mondiale.

## LES HITTITES SONT LES ANCETRES DE TURCS.

Depuis le 30 Juillet M. Marcel Sauvage fait, dans l'**Intransigeant**, un intéressant tableau de la Turquie nouvelle. Sous le titre « Quand les peuples changent de visage », il raconte les faits de la « Turquie dévoilée ». Sans toucher aux questions traitées par lui, auparavant nous retiendrons ici quelques lignes du chapitre concernant les recherches modernes de l'archéologie en Asie Mineure, qui nous révèlent ce peuple hittite si mal connu de la Science.

Et d'abord le rôle, joué dans ces recherches, par les savants français.

« Charles Texier a signalé le premier, en 1835, les extraordinaires sculptures qui décoraient certaines montagnes d'Anatolie, notamment des archers, à

bonnet pointu, taillés à vif dans le roc. Après lui, Emile Botta, consul de France à Mossoul, attira l'attention des archéologues sur les travaux de sondage qu'il avait effectués, dès 1842, aux alentours de Koyoundjouk. En 1862 enfin, Georges Perrot — dont la mission fut heureusement complétée par celle de Chantre, en 1893, — devint l'initiateur de l'hittitologie. Aujourd'hui que les Allemands, les Anglais, les Américains nous disputent l'honneur d'avoir restitué leurs ancêtres aux Turcs, il est bon d'affirmer que ces quatre noms marquent le véritable début des études hittites. »

Ensuite M. Marcel Sauvage donne des renseignements d'ordre général sur les hittites; il dit :

« Ses mystérieux Hittites, qui ont joué un rôle primordial dans l'histoire du monde civilisé entre l'an deux mille et l'an mille avant J.-C., qui avaient plusieurs sortes d'écriture, un code civil et pénal digne des Romains, chez qui la femme était l'égale de l'homme, qui ont utilisé le fer avant les Egyptiens, et dont les œuvres d'art, quelquefois grandioses, ont été copiées par les Assyriens, ont pris tout à coup une importance capitale dans la vie politique de la Turquie républicaine.

On croyait, jusqu'à ces dernières années, que les Hittites, comme tant d'autres peuples, étaient venus de l'Europe orientale en traversant le Bosphore. Aucune trace de leur passage n'ayant été relevée, ni sur le Bosphore, ni sur les rives de la Marmara, les archéologues durent abandonner cette hypothèse. Et il s'avère peu à peu que les Hittites étaient des Asiatiques, d'origine touranienne probablement, descendus des plateaux du Turkestan. Leur capitale, qui se nommait **Hattusas**, était située à 180 kilomètres d'Ankara, près du petit village actuel de Bogaz-Keuy, où l'on peut voir les ruines de ses palais et de ses temples derrière des kilomètres de murailles d'une épaisseur de cinq à huit mètres ».

En ce qui concerne le rôle joué par les Turcs dans ces fouilles d'une importance capitale M. Marcel Sauvage nous dit :



« C'était au moment où la République turque, bouleversée par les réformes de Moustafa Kémal, toutes ses attaches islamiques rompues, cherchait à quelle tradition lointaine rattacher son existence. On avait faim et soif d'ancêtres qui eussent vécu suivant une ligne de conduite digne d'être reprise par delà les siècles ottomans et qui fussent présentables aux maîtres dédaigneux de l'Europe.

Les Hittites sortaient à peine de terre. Leur histoire n'était pas très précise mais sa tendance excellente. Les républicains se jetèrent sur les Hittites avec la joie du fils prodigue retrouvant son père et sa maison.

Les fouilles se multiplièrent brusquement, par dizaines. On ne les compte plus depuis 1931. Moustafa Kémal, néanmoins, tint à visiter chacune, comme on rend visite officiellement aux vieilles tantes à héritage.

Quelques tantes moururent sans rien laisser, mais d'autres léguèrent, par exemple, des statues géantes de dieux barbus et des milliers de petits savons de terre cuite couverts d'écriture cunéiforme ou hiéroglyphique. Ce fut le bonheur, l'éblouissement, le triomphe, bien qu'on n'ait pu entièrement déchiffrer le message.

Le Turc, après la chute de l'empire ottoman, le néo-Turc, vainqueur une première fois à Lausanne en 1922 des grandes puissances occidentales, remportant une seconde victoire. Celle-ci dans le domaine de l'esprit, plus éclatante que la première, plus utile peut-être et plus satisfaisante encore pour l'orgueil national.

Et quelle revanche ! L'innombrable Turc, ainsi que disait Lloyd George, ce nomade, ce barbare, affirmait Clemenceau, prouvait aux Anglais, aux Français, aux Italiens et à leurs petits amis grecs — Hittite en main — qu'il était en vérité leur maître et leur père.

Reconnaissons-le loyalement. Désormais c'est un fait acquis. Le coup de théâtre, pour être classique, n'en est que meilleur. »

L'avenir nous montrera les résultats de ces fouilles, mais pour le moment :

« Des savants étrangers qui manient

la pelle aussi bien que le porte-plume creusèrent la terre et le document avec une passion accrue.

Depuis huit ans ils piochent toujours, découvrent toujours, au hasard des steppes où leurs camps solitaires témoignent d'une résistance physique peu commune. Delaporte à Malatia, le professeur Gabriel dans les vilayets de Mardin et du lac de Van, des Américains, Von Osen, James Breasted, le Tchèque Hrosny, le Suisse Forrer, des Allemands un peu partout... »

Ce qui nous amène tout naturellement :

« De trouvaille en trouvaille, à travers les poteries rouges et tout un foisonnement d'animaux étrangers, on a précisé que c'est au 14<sup>e</sup> siècle avant notre ère, à peu près à l'époque où la veuve de Toutankhamon sollicitait pour elle, du roi hittite, la main de son fils que des populations indo-européennes, se sont infiltrées parmi les Hittites : les Phrygiens au Nord, les Achéens ou Grecs primitifs, à l'Ouest.

On apprit, ce faisant, à distinguer « les différentes branches turques des groupements appelés Hittites ». Et de siècle en siècle, au gré des ascendances, on est remonté ainsi jusqu'au 40<sup>e</sup> avant le Christ.

Les savants se trouvèrent alors nez à nez avec les Sumériens. Sans doute, ne sait-on pas grand-chose de ces derniers venus, simples arrière-cousins peut-être. Mais on découvrit que l'étoile et le croissant qui figurent sur le pavillon turc étaient le symbole même de la grande déesse sumérienne. »

Le gouvernement turc fait tout son possible pour faciliter ces recherches et bien entendu

« Le gouvernement s'est en effet assuré le monopole des fouilles. Quarante jeunes archéologues nationaux, qui ont fait leurs études en Allemagne et en France, y travaillent avec privilège depuis 1930.

Une commission a été chargée de saisir le mystère ottoman dans l'arbre généalogique de la race turque, demeuré jusqu'à maintenant inexploré.



Par ailleurs, une Association des études historiques turques, placée sous le patronage du Gazi, a reçu mission de donner à la nation turque, dont l'histoire vraie n'a jamais été écrite, « une Histoire Générale, basée sur la réalité des faits, à l'exclusion de tout préjugé religieux et de lui rendre sa place exacte et son plein droit dans l'Histoire des peuples depuis la plus haute antiquité ».

## UNE PROTESTATION

### du gouvernement de Washington

M. William C. Bullitt, ambassadeur des Etats-Unis à Moscou, sur l'ordre de son gouvernement, s'est présenté au commissariat du peuple aux affaires étrangères et a remis à M. Krestinski, commissaire adjoint, remplaçant M. Maxime Litvinov, une note de protestation conçue en termes très énergiques à l'occasion du septième congrès de l'Internationale communiste qui, comme on le sait, vient de terminer ses travaux à Moscou.

Le Gouvernement de Washington considère que l'activité du congrès du Komintern qui s'est déroulée sur le territoire de l'U. R. S. S. constitue une flagrante violation de l'engagement pris par le gouvernement soviétique le 16 novembre 1933 de ne pas intervenir dans les affaires intérieures des Etats-Unis.

### Texte de la protestation américaine

Voici le texte de cet important document :

Moscou, 25 août 1935

A Son Excellence N. N. Krestinski, faisant fonctions de commissaire du peuple aux affaires étrangères.

Excellence, sur l'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur d'appeler votre attention sur les actes entraînant une immixtion dans les affaires intérieures des Etats-Unis qui ont eu lieu sur le territoire de l'U. R. S. S., en liaison avec le septième congrès mondial de l'Internationale communiste et, au nom du gouvernement des Etats-Unis, le 16 novembre 1933, sur la non-intervention dans les affaires intérieures

des Etats-Unis. Cet engagement, qui a été pris par le gouvernement de l'U.R.S.S., est le suivant :

Suit le texte de la lettre adressée en date du 16 novembre 1933 par M. Maxime Litvinov au président Roosevelt. Cette lettre comporte quatre points. Dans le premier, le gouvernement de l'U. R. S. S. s'engage à respecter scrupuleusement le droit indiscutable des Etats-Unis de régler leur vie dans le cadre de leur juridiction et à leur manière et à s'abstenir de toute intervention dans les affaires intérieures des Etats-Unis, leurs territoires ou possessions.

Par le point quatre, l'U. R. S. S. s'engage « à ne point permettre la formation ou la résidence sur son territoire d'organisations ou de groupes qui auraient pour but le renversement ou des préparatifs de renversement ou le chagement par la force de l'ordre politique et social de tout ou partie des Etats-Unis, de leur territoire ou de leurs possessions ».

La note américaine poursuit :

Mon gouvernement attire spécialement l'attention sur les obligations de l'U. R. S. S. contenues dans le paragraphe quatre. Etant donné que le but et l'activité d'une organisation comme le congrès de l'Internationale communiste, qui fonctionne sur le territoire de l'U. R. S. S., ne peuvent être ignorés du gouvernement de l'U. R. S. S., il n'apparaît pas nécessaire de produire des documents pour montrer le but du congrès de l'Internationale communiste en ce qui concerne l'ordre politique et social des Etats-Unis ou de citer des extraits des procès-verbaux publiés dans la presse pour montrer l'activité du congrès touchant les affaires intérieures des Etats-Unis, activité prouvée par la mise en discussion au congrès de la politique et de l'activité de l'organisation communiste aux Etats-Unis et les résolutions adoptées par le congrès sur la politique à suivre aux Etats-Unis par cette organisation communiste. De même, il n'apparaît point nécessaire de citer les noms des représentants ou employés de l'organisation communiste aux Etats-Unis qui



ont fait preuve d'activité au dit congrès et dont l'admission sur le territoire de l'U. R. S. S. était naturellement connue du gouvernement de l'U. R. S. S.

Comme je l'ai déjà indiqué au commissaire du peuple aux affaires étrangères en discutant des violations antérieures de l'engagement du 16 novembre 1933, le peuple américain réprouve de la manière la plus énergique intervention des pays étrangers dans ses affaires intérieures, quels que soient la nature ou le résultat probable de cette intervention, et le gouvernement des Etats-Unis considère la stricte observation de l'engagement de non-intervention comme la condition essentielle du maintien de relations normales et amicales entre les Etats-Unis et l'U. R. S. S. Le gouvernement des Etats-Unis manquerait d'honnêteté s'il ne déclarait pas franchement qu'il prévoit les conséquences les plus sérieuses si le gouvernement de l'U. R. S. S. ne veut pas ou ne peut pas prendre des mesures appropriées pour empêcher les nouveaux actes qui constitueraient une violation d'engagements donnés par lui au gouvernement des Etats-Unis. J'ajoute que c'est une cause de regret que dans la situation internationale présente le développement des relations amicales entre les peuples soviétique et américain doivent être inévitablement compromis par la continuation sur le territoire de l'U. R. S. S., en violation de la promesse faite par par le gouvernement soviétique, d'activités qui entraînent l'immixtion dans les affaires intérieures du peuple américain.

**William-C. BULLITT.**

Cette note, après avoir été remise à M. Krestinski, a été communiquée à tous les correspondants étrangers présents à Moscou par les soins de l'ambassade des Etats-Unis.

#### **L'impression aux Etats-Unis**

Les correspondants des journaux américains à Washington déclarent que la note adressée par les Etats-Unis à

l'Union soviétique concernant la propagande communiste aux Etats-Unis est quelque chose de plus qu'une simple « protestation ». Cette note, disent-ils, a été rédigée « avec l'approbation entière du président Roosevelt ».

Le **New York Herald Tribune** insiste sur le ton de cette note qui, dit-il, équivaut à un ultimatum.

Bien qu'elle ait été rendue publique par le département d'Etat sans aucun commentaire, cette note est accueillie dans les milieux politiques comme un avertissement énergique aux Soviets pour leur signifier que la reconnaissance de l'Union soviétique par les Etats-Unis pourrait être retirée si Moscou ne met un terme aux activités de la III<sup>e</sup> Internationale sur le territoire des Etats-Unis.

Tous les membres du Congrès qui avaient combattu avec acharnement la reconnaissance des Soviets font naturellement un accueil chaleureux à la note du gouvernement de Washington et en approuvent les termes.

Il est à remarquer d'ailleurs que cette note est approuvée également par plusieurs parlementaires qui avaient défendu la thèse de la reconnaissance. C'est ainsi que M. Mac Reynolds, président de la commission des affaires étrangères de la Chambre des représentants, a déclaré que l'incident ne constituait pas une surprise pour lui et qu'à son avis, cette note venait parfaitement à point. « D'après les informations dont je dispose, a-t-il dit, le gouvernement des Soviets a violé tous les engagements de non-intervention qu'il avait pris lorsque nous avons noué avec lui des relations diplomatiques. »

En marge de la protestation de Washington, d'aucuns font remarquer que les avantages économiques que les Etats-Unis attendaient de la reconnaissance des Soviets ne se sont pas produits.

#### **Le Japon prépare une note identique**

TOKIO, 26 août. — Les milieux diplomatiques de Tokio pensent, dit l'agence Rengo, qu'à la suite de la protestation américaine contre l'activité du



Komintern, le gouvernement japonais prépare également une note de protestation qu'il adressera au gouvernement soviétique contre la propagande anti-japonaise et les délibérations du Komintern à Moscou du 25 juillet au 20 août.

### LE SILENCE PITEUX DES DIRIGEANTS SOVIÉTIQUES

Moscou, 26 août. — Bien que les dirigeants bolcheviks se refusent à toute déclaration au sujet de la protestation des Etats-Unis, on apprend que la note a produit un désarroi considérable. Officieusement on reprend pour le compte des journalistes étrangers la vieille thèse mensongère qui consiste à prétendre que l'U. R. S. S. et le Komintern sont deux choses absolument distinctes. Mais ceci ne trompe plus que ceux qui veulent être trompés et il est notoire, surtout après le 7<sup>e</sup> congrès qui vient de s'achever, que la III<sup>e</sup> Internationale est un simple rouage de l'administration soviétique et que M. Staline est responsable de toutes ses « incartades », pour ne pas dire de tous ses crimes.

En ce moment, M. Litvinof est absent de Moscou et, en attendant son retour, les dirigeants bolcheviks, peu rompus aux usages diplomatiques, ne prendront certainement aucune décision. On ne croit pas cependant que l'U.R.S.S. réponde à la note de Washington.

Pour l'instant, les journaux dissimulent soigneusement l'importance de l'ultimatum.

### LA REPONSE INSOLANTE DE L'U.R.S.S. AU GOUVERNEMENT DES ETATS-UNIS D'AMERIQUE

Sans attendre le retour de M. Litvinoff et contrairement à ce qu'on pensait généralement, les Soviets se sont décidés à répondre à la note de protestation de M. Roosevelt. Le document communiqué par l'agence Tass, est rédigé en style insolent, hautainement dédaigneux, et constitué une fin de non-recevoir pure et simple.

On s'accorde à penser que la réponse de l'U. R. S. S. pourrait avoir de très graves conséquences diplomatiques.

Tout d'abord, la note de M. Krestinski, commissaire adjoint aux affaires étrangères, affirme — tout à fait gratuitement — que le gouvernement soviétique a toujours tenu ses engagements « parmi lesquels figurent évidemment les obligations mutuelles de non-immixtion dans les affaires intérieures prévues dans les notes échangées le 16 novembre 1933 et discutées en détail lors des pourparlers qui ont eu lieu entre le président Roosevelt et Litvinoff. »

Puis M. Krestinski déclare que la note de M. Roosevelt « ne contient pas de preuves ».

En effet, les Américains ont négligé d'encombrer leur protestation du texte *in extenso* des débats du 7<sup>e</sup> congrès du Komintern, qui constituent la preuve formelle de la soumission servile des leaders de la III<sup>e</sup> Internationale, aux ordres des dirigeants de Moscou.

Mais ceci, M. Krestinski feint de l'ignorer :

**Il n'est incontestablement pas nouveau, dit-il, pour le gouvernement des Etats-Unis que le gouvernement soviétique ne peut accepter et n'acceptera aucun engagement à l'égard de l'Internationale communiste.**

Les Soviets, ici, nient l'évidence et, enfin, ils le prennent de très haut :

*Ainsi, l'assertion concernant une violation par le gouvernement soviétique des engagements contenus dans la note du 16 novembre 1933, ne découle pas des engagements mutuels pris de part et d'autre. En conséquence, je ne peux pas accepter votre protestation, et je suis dans l'obligation de la décliner.*

On apprend, d'autre part, que les ambassadeurs de la Grande-Bretagne et l'Italie, et le ministre de Lettonie, ont émis, ces jours derniers, auprès de M. Krestinski, commissaire du peuple adjoint aux affaires étrangères, des protestations verbales contre l'activité criminelle du Komintern, protestations qui, elles non plus, n'ont pas été prises en considération par le gouvernement de l'U. R. S. S.



### L'impression à Washington

Dans les milieux bien informés, on déclare que ce document contraindra le gouvernement américain à modifier le caractère de ses relations avec Moscou. Il est trop tôt pour dire si la « modification » ira jusqu'à la rupture des relations diplomatiques, mais cette mesure ne serait certes pas impopulaire. Le nombre des parlementaires qui se repentent d'avoir renoué des relations avec un Etat incapable de tenir ses engagements et décidé à troubler la paix du monde par ses visées révolutionnaires croît de jour en jour.

### Les journaux du Reich dressent le bilan des méfaits du Komintern

A Berlin, on enregistre avec une très grande satisfaction la protestation des Etats-Unis contre les menées de la III<sup>e</sup> Internationale. On considère que la note adressée par le département d'Etat de Washington au gouvernement de l'U. R. S. S. est conçue sous une forme des plus énergiques et qu'elle a presque le caractère d'un véritable ultimatum.

L'Angriff fait le bilan d'un mois d'activité communiste, correspondant à la session du Komintern, à Moscou : « Emeute de Brest et de Toulon, grève générale en Amérique, troubles en Hollande, attentat à l'Exposition de Bruxelles, sans compter d'autres désordres en Lithuanie, en Lettonie, en Espagne en Syrie, en Chine, etc. »

La Gazette de la Bourse de Berlin consacre à cette affaire un très long article, dans lequel elle dénonce à nouveau la mauvaise foi des Soviets. Après avoir montré les méfaits de la propagande communiste aux Etats-Unis la feuille berlinoise n'est d'ailleurs pas fâchée de profiter de cette occasion pour partir en guerre contre les pactes de non-immixtion.

Nous autres, Allemands, écrit-elle nous considérons tous ces pactes de la politique mondiale comme une contribution particulièrement intéressante à la question de la non-immixtion. Jusqu'à présent, dans les milieux politiques d'un certain groupe de puis-

sances, ayant la France à sa tête, ce principe de non-immixtion a toujours été exposé comme si l'Allemagne seule était susceptible de s'immiscer dans les affaires intérieures d'autres pays et comme si, par conséquent, la question de non-immixtion ne pouvait être réglée qu'en tenant compte de ce point de vue.

Dans son grand discours du 21 mai 1935, le Führer a tenu à s'élever contre une telle conception et a déclaré que l'Allemagne se refuserait à signer un pacte de non-immixtion tant qu'une définition des plus exactes n'en serait pas fournie.

Il a fait ressortir que, depuis la fin de la guerre, l'Allemagne a été victime de troubles incessants dirigés de Moscou par des mains communistes. Il a décrit la presse des émigrés résidant à l'étranger et les postes de T. S. F. clandestins comme préoccupés, avant tout, de se mêler des affaires intérieures allemandes.

Le dernier des treize points du discours d'Adolf Hitler renferme les phrases suivantes qui sont tout à fait d'actualité :

« Le gouvernement du Reich est disposé, en tout temps, à accepter un accord international tendant à interdire et à rendre impossible toute tentative d'immixtion entreprise du dehors dans les affaires intérieures d'un pays. Il demande toutefois qu'une telle réglementation internationale soit rendue efficace et profite à tous les Etats. »

Lorsque le Führer a prononcé ces paroles, on n'a pas voulu les entendre. Aujourd'hui, dans tant et tant de pays, on constate avec indignation la brutale ingérence des Soviets.

Nous voulons espérer que l'on examinera désormais la question de la non-immixtion avec objectivité et que, dans l'intérêt de chacun comme dans l'intérêt du monde entier, on prendra en considération les suggestions que le Führer a émis le 21 mai dernier.

### LES PROBLEMES DU CAUCASE

Le colonel Tsagouria de Souramy, un des héros du soulèvement géorgien de 1924 publie dans le *Matin* d'Anvers une série



d'articles consacrés aux problèmes du Caucase. Nous en extrayons les passages suivants :

L'Exil, disait Victor Hugo, après la peine de mort est la plus cruelle punition.

Les émigrés de tous temps et de toute provenance connurent les cas de provocation et de trahison. Nos Véchapeli et consorts ne sont ni les premiers, ni les derniers.

Les grands mouvements de caractère universel, national ou religieux ont leurs martyrs et leurs Judas, il faut passer par le calvaire et les souffrances du Golgotha pour apprécier la douceur de la victoire. L'agonie du pouvoir soviétique a depuis longtemps commencé, tôt ou tard, il doit finir son existence d'une mort violente.

Ayant une tradition gouvernementale plusieurs fois séculaire, nous Géorgiens, sommes les plus sûrs parmi les différents peuples du Caucase prédestinés à une grande mission historique — créer la solidarité fraternelle des peuples du Caucase et l'idée de la Grande Ibérie — la Géorgie de la reine Tamar, en créant la Confédération caucasienne — voilà notre idéal et dans l'idée de la confédération caucasienne se trouve tout notre avenir. La Géorgie, en tant qu'Etat souverain, ne pourra exister, si ses frères caucasiens : d'Arménie, les montagnards et d'Azerbeïdjan devaient gémir sous le joug étranger.

La puissance la plus dangereuse qui s'efforcera, d'abord par les intrigues et ensuite par la force, de détruire la solidarité des peuples caucasiens — c'est la Russie, afin de s'accaparer de sa proie et de lui réimposer son iniquité de sa brutalité. Mais notre devise reste inébranlable. Et c'est ici que nous, les Géorgiens, jadis les seuls maîtres aux confins de l'Asie, devons nous montrer politiciens subtils et soldats résolus. Toute l'organisation de la défense du Caucase doit reposer sur nos épaules. Et si les circonstances l'exigent, nous ne devons reculer devant rien, comme en 1921, même devant la famine. Car la victoire russe, noire ou rouge, nous réduira à l'esclavage

et à la misère et portera un coup mortel à nos aspirations nationales. Donc, notre but politico-militaire exige impérieusement la création du Caucase, Etat souverain et indépendant avec la possession des Mers Noire et Caspienne. Ceci forme le point le plus important de notre programme politique et militaire.

La stratégie dépend toujours de la politique et dans ce domaine les fautes commises ont une répercussion des plus néfastes sur la vie des peuples et des Etats. Toute politique nationale doit être réaliste, les illusions en politique, c'est la mort.

Notre but est la Géorgie libre et autonome ; mais pour que la Géorgie existe et prospère — il faut que ses voisins soient également indépendants, unis en une confédération qui formerait une famille des peuples caucasiens. Nous avons succombé parce que l'Azerbeïdjan s'orientait vers la Turquie dans le brouillard des errements religieux. Voilà la principale cause de notre perte. Quant à l'Arménie elle tomba dans le filet de l'impérialisme russe et joua le triste rôle d'agent de Denikine chez nous. L'Azerbeïdjan, montagnards et l'Arménie se débarrassaient des influences turques et russes et si au lieu de la politique néfaste, l'idéal de l'Etat caucasien pénétrait dans leur conscience nationale pour en devenir la leur, alors nous n'aurions plus aucun ennemi à redouter.

L'alliance avec les montagnards nous serait précieuse si les divers peuples qui les composent : Daghestaniens, Tchetchenes, Cabardiens, Ossètes et Circassiens formaient une unité politique sur des bases fédératives. La lutte héroïque pour leur indépendance et le nom immortel de leur chef Chamil, ce champion et héros légendaire du Caucase du Nord, hantèrent dès l'enfance nos coeurs, appelant à l'admiration, par l'exemple unique dans l'histoire, de leur témérité durant 60 ans de lutte. Il a fallu aux Russes des pertes énormes en hommes et en argent pour briser la volonté de leur héros plein d'abnégation.

Nos rapports avec Azerbeïdjan sont



d'une importance capitale. Sans l'Azerbeïdjan aucune indépendance n'est possible pour nous. La création d'un Etat fédératif Azerbeïdjan-Géorgien est une nécessité vitale pour nous et c'est la quintessence de notre politique nationale. Plus cette union sera forte, plus nous nous sentirons forts et plus nous pourrions envisager notre avenir avec calme. Il faut assurer la garde et la défense, contre l'agression d'un tiers, de notre ligne principale d'opérations : Bakou-Tiflis-Batoum, qui constitue l'artère sensible primordiale. C'est l'histoire même qui nous la donne en stratégie nationale, comme un commandement catégorique et défini. C'est une question de vie ou de mort. Heureusement nulle part nos intérêts ne se heurtent à ceux de l'Azerbeïdjan. Nos malheurs nous ont rapprochés, car notre commune tragédie a servi de leçon à nos voisins de l'Est. Pourquoi le croissant ne s'accorderait-il pas avec la Croix de Sainte Nino puisque notre vie même en dépend ? Et si à l'avenir l'hypnotiseur — un derviche ou simplement un politicien — essayait pour ses buts perfides d'utiliser la croyance religieuse des musulmans azerbeïdjanais, en lui rappelant les préceptes coraniques qui ont pour base l'unité de tous les croyants et essayait de provoquer l'enthousiasme mystique de jadis, ses efforts

seraient vains. L'Azerbeïdjanien pourra lui rappeler le proverbe arabe : on peut tromper une fois l'homme honnête, mais la seconde fois on ne trompe que l'âne. Dans la lutte pour son existence nationale l'Azerbeïdjan aura à ses côtés ses fidèles alliés les Géorgiens. Même à présent il lutte avec les Géorgiens pour le bien commun — le Caucase — contre les bourreaux du nord. Dans la lutte héroïque commune contre le pouvoir athée des barbares moscovites, basée sur la compréhension réciproque et la communauté des intérêts, on n'a pas à redouter les intrigues de Caïns moscovites ou anatoliens. Notre alliance prendra la forme définitive et sûre. La Turquie, si ses hommes politiques n'ont pas oublié l'Histoire, est la première intéressée dans l'existence d'un Etat Azerbeïdjan-Géorgien fort.

Qu'on se rappelle que c'est la Russie qui chassa la Turquie des Balkans et sans le bolchevisme, peu s'en fallut que la Russie ne s'accaparât de Constantinople et ne transformât la mer Noire en un grand lac russe où le soldat russe serait devenu le maître et la sentinelle des Dardanelles ; la Turquie même aurait été effacée de la surface terrestre...

## CHRONIQUE

### UKRAINE

#### LE CINQUANTIEME ANNIVERSAIRE DU GENERAL Salski

Volodymyr Salski descend d'une vieille famille ukrainienne de Volhynie. C'est là qu'il a fait ses études secondaires et, que dans cette période de sa

vie, il prit déjà part aux organisations ukrainiennes. Ensuite, il fit ses études à l'école militaire de Vilno et après avoir obtenu son diplôme de fin d'études, il fait un court stage dans les rangs de l'armée avant d'entrer à l'Académie de l'Etat-Major de Saint-Petersbourg dont il obtint le brevet en 1912. Au commencement de la grande



guerre, il est chef de l'Etat-major de la 70<sup>e</sup> division d'infanterie et passe ensuite à l'Etat-major de la XII<sup>e</sup> armée.

Après la révolution, le général Salski prend une part active dans la formation de l'Armée Ukrainienne, il devient par la suite chef de l'Etat-Major du Commandement suprême de l'Armée Ukrainienne.

En été 1919, c'est lui qui mène l'offensive contre les troupes soviétiques qui occupaient Kiev et il leur prend la ville le 30 août de la même année. Un peu plus tard, le commandement de l'Armée Ukrainienne lui est confié ; il devint enfin Ministre de la Guerre et c'est en cette qualité qu'il suivit le gouvernement ukrainien en exil à la fin de 1920.

Le général Salski continue toujours à suivre de très près la science militaire moderne s'efforçant de contribuer à son développement.

#### LE X<sup>e</sup> ANNIVERSAIRE DU MUSEE UKRAINIEN A PRAGUE

A l'occasion du X<sup>e</sup> anniversaire de la fondation du Musée, une réunion solennelle a eu lieu, le 30 mai écoulé, dans le grand amphithéâtre de l'Université de Prague. Etaient présents les délégués de 35 institutions et organisations ainsi qu'un public très nombreux. L'amphithéâtre était orné d'affiches artistiquement exécutées par M. Mikhalévitch, lauréat du récent concours, affiches qui invitaient le public à contribuer à l'édification d'un immeuble pour le Musée.

Le Professeur S.Smal-Stocki, Président du Conseil du Musée, a prononcé un discours, dans lequel il a retracé, en abrégé, l'histoire de la lutte de l'Ukraine pour son indépendance soulignant en même temps l'importance du rôle du Musée qui est appelé à conserver pour les générations à venir des reliques et souvenirs du récent et grand combat que le peuple ukrainien a livré pour reconquérir sa liberté. Ces reliques doivent servir à raviver les traditions de la lutte séculaire du peuple ukrainien pour son indépendance.

#### LE DECES DE M. MOURSKI

Le 19 juillet est décédé à Constantinople M. V. Mourski, journaliste éminent et personnalité ukrainienne bien en vue. Son enterrement a eu lieu le lendemain. En plus des membres de la famille et de la colonie ukrainienne, de nombreux amis étrangers, parmi lesquels les représentants de l'Azerbaidjan, du Caucase du Nord, de la Géorgie et du Turkestan, sont venus accompagner sa dépouille mortelle au cimetière. Le cercueil était recouvert du drapeau ukrainien et entouré de nombreuses couronnes. La messe funèbre a été dite par plusieurs prêtres, entr'autres par le Père Chalva, Géorgien et grand ami de l'Ukraine.

Il est difficile de décrire la douleur de la veuve et des enfants du défunt, douleur à laquelle s'associent tous ceux qui ont connu ce grand patriote qui consacra toute son activité à la cause de sa patrie.



E5114E  
1935

===  
: : : IMPRIMERIE : : :  
RAPIDE DE LA PRESSE  
: : : O. ZELUK : : :  
: : 5, RUE SAULNIER : :  
: : : PARIS (IX). : : :  
===